



L I E N  
L I N K

NUMÉRO 146 • DÉCEMBRE 2024



**unesco**

Association des anciens

fonctionnaires de l'UNESCO

Association of Former

UNESCO Staff Members



## HOMMAGE

AMADOU MAHTAR M'BOW  
LE PÉDAGOGUE UNIVERSEL DES RACINES PROFONDES



## GRAND ANGLE

*INVENTAR EL FUTURO,*  
LE LIVRE-TESTAMENT DE FEDERICO MAYOR

## TRÉSORS DE L'UNESCO

SONIA DELAUNAY

## JE VOUS ÉCRIS

DE RABAT

<b>ÉDITO</b> UNESCO et olympisme Patrick Gallaud	4
<b>GRAND ANGLE</b> Le Monde du futur selon Federico Mayor Ana Dumitrescu	6
<b>JE VOUS ÉCRIS</b> de Rabat Eric Falt, Armin Ibrisimovic	10
<b>ODD4</b> Une éducation de qualité Rédaction de LIEN	14
<b>UNESCO</b> a Global Governance and Education Alexandra Draxler and Maren Elfert	16
<b>TÉMOINS</b> Les routes de ma vie Isabelle Moreno	18
<b>HISTOIRE</b> La mémoire institutionnelle de l'UNESCO face aux nouvelles technologies et l'intelligence artificielle Adama Aly Pam et Thomas Chanussot	21
<b>FEMMES</b> Alice Milliat et le long combat pour la participation des femmes aux J.O Claudine Monteil	24
<b>HOMMAGE</b> Amadou Mahtar M'Bow , Jacques Delors, Edgar Reichmann Doudou Diene, Alexandra Draxler , Odile Blondy	27
<b>NOS COLLÈGUES DÉCÉDÉS</b>	30
<b>TRÉSORS DE L'UNESCO</b> Sonia Delaunay , An infinity variety of images Mahla Bulos	32
<b>SCIENCES</b> Big Hands Guide Small Hands Dr Xiqiu Han and Dr Mengmeng Tong	35
<b>BIBLIOTHÈQUE</b> Avec Jean-Claude Carrière, Fragmentos de Memoria, Literacy in Traditional Societies & The uses of literacy Odile Blondy, Georges Poussin, Wolfgang Vollmann	37
<b>PRATIQUE</b> Histoires de passeports, 54 <sup>e</sup> session du conseil de la FAFICS 2024, contacts utiles, la protection du conjoint survivant Odile Blondy, Josiane Taillefer, Marc Dumont	41
<b>SAGESSES</b> Valeurs de l'olympisme Des champions témoignent	46

# NOUS CRÉONS LIEN(S)

**Directeur de la publication** : Patrick Gallaud

**Rédacteur en chef** : Patrick Gallaud

**Comité de rédaction** : Frances Albernaz, Jean Audouze, Odile Blondy, Maha Bulos, Doudou Diene, Ana Dumitrescu, Neda Ferrier, Geneviève Fougère, Malcolm Hadley, Ali Kazancigil, Georges Kutukdjian, Laurent Lévi-Strauss, Claudine Monteil, Georges Poussin, Jacques Rao, Josette Romme-Chastanet, Wolfgang Vollmann

**Secrétaires de rédaction** : Odile Blondy et Geneviève Fougère

**Relecture** : Chantal Lyard

**Traductions** : Frances Albernaz, Margo Triouleyre

**Cheffe rubrique Femmes** : Claudine Monteil

**Cheffe rubrique Sciences** : Josette Romme-Chastanet

**Chef rubrique La bibliothèque de l'AAFU** : Wolfgang Vollmann

**Cheffe rubrique Trésors de l'UNESCO** : Maha Bulos

**Impression** : UNESCO

**Direction artistique, maquette, édition numérique** ([www.afus-unesco.org](http://www.afus-unesco.org)) : Romain Marchand

*LIEN/LINK est édité et diffusé grâce au soutien de l'UNESCO.*

## Crédits photos

1<sup>ère</sup> et 4<sup>e</sup> de couverture : Cristina Gottardi sur Unsplash

Pages 4 et 5 : David R. Pariente sur Unsplash

Page 6 : Drew Beamer sur Unsplash

Page 7 et 9 : UNESCO

Page 10 : UNESCO

Page 11 : UNESCO / UNFPA

Page 12 : UNESCO / Comité national paralympique tunisien

Page 13 : UNESCO

Page 16 : Bumble Dee / Shutterstock

Page 19 : Meizhi Lang sur Unsplash

Page 20 : UNESCO

Page 21 : Thisisengineering sur Unsplash

Pages 22 et 23 : UNESCO

Page 24 : Selma Da Silva sur Unsplash

Page 26 : UNESCO

Page 30 : Collection particulière de la famille

Page 32 : Pracusa S.A.

Page 34 : UNESCO, L&M SERVICES B.V. The Hague 20120805

Page 35 : Thomas Richter sur Unsplash

Pages 35 et 36 : Collection particulière des auteurs

Page 37 : Ed Robertson sur Unsplash

Page 43 : AAFU

Page 47 : Ian @ ThePaperboy.com

# UNESCO & OLYMPISME

Champions des mêmes valeurs  
et des mêmes combats

Patrick Gallaud

Président de l'AAFU - Directeur de la rédaction

On en a peu parlé, mais à plusieurs reprises, le président du Comité international olympique, M. Thomas Bach, a cité la culture de la paix dans son discours de clôture des Jeux de Paris 2024 : « Vous vous êtes respectés les uns les autres, malgré les guerres et les conflits qui déchirent vos pays, vous avez créé une culture de la paix [...]. J'en appelle à tous ceux qui partagent cet esprit olympique : vivons cette culture de la paix au quotidien. »

Rien d'étonnant à ce que l'UNESCO se soit mobilisée pour cet événement à travers deux expositions : *Culture en Jeux*, consacrée à la diversité culturelle et aux valeurs du sport, et *Le sport change la donne*, mettant à l'honneur plusieurs valeurs fondamentales communes à l'Organisation et à l'olympisme. Rien d'étonnant non plus à ce que le relais de la Flamme olympique ait mis en valeur une trentaine de sites culturels et naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Pour célébrer les Jeux à sa manière, la rédaction de LIEN/LINK a choisi de partager avec ses lecteurs la vie d'Alice Milliat qui a réussi, contre vents et marées, à faire participer les femmes aux Jeux Olympiques. Un long combat que nous raconte Claudine Monteil dans la rubrique *Femmes*. Alice Milliat nous apparaît comme une pionnière, une visionnaire, une sportive, une citoyenne championne des valeurs de l'olympisme et de l'UNESCO.

Il nous aurait fallu des pages et des pages pour rappeler que l'histoire des sports modernes a été marquée par des engagements d'athlètes de haut niveau qui ont pris le risque de parler haut et fort sur des thématiques comme le refus du racisme, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'inclusion des personnes en situation de handicap, et la démocratie. Dans la rubrique *Sagesses du monde*, nous présentons quelques-unes et quelques-uns de ces champions.

Ces valeurs de l'UNESCO et de l'olympisme, on les retrouve peu ou prou dans d'autres articles du présent numéro, comme avec *Le monde du futur* selon Federico Mayor, ou encore dans l'hommage que nous rendons à Jacques Delors, maître d'œuvre du rapport sur l'éducation pour le XXI<sup>e</sup> siècle : *L'éducation, un trésor est caché dedans*.

Nul mieux qu'Amadou Mahtar M'Bow, Directeur général de 1974 à 1987, a incarné ces valeurs avec force et courage. Lors de sa mort à 103 ans, le 24 septembre 2024, la presse du monde entier a salué ce citoyen du monde au parcours exceptionnel. Dans un texte lumineux et émouvant, Doudou Diène rend hommage à ce champion du multilatéralisme.

*Édito en version anglaise sur [afus-unesco.org](https://afus-unesco.org)*

*Vous avez été nombreux à nous écrire à la suite de la formule renouvelée de LIEN / LINK. Nous avons pris note de toutes vos remarques, et nous vous remercions pour votre confiance et vos encouragements.*

Ce numéro de LIEN était bouclé lorsque nous nous sommes appris le 19 décembre le décès de Monsieur Federico Mayor. Nous lui rendrons hommage dans le numéro 147.

Mais il se trouve que Ana Dumitrescu avait préparé pour ce numéro une recension du dernier livre de Federico Mayor : *Inventar el futuro*, rédigée avant la disparition de notre ancien Directeur général.

Une sorte de premier hommage que lui rend l'AAFU.



CHASSIÈS

LAVOISIER

AMPÈRE

CHEVREUL

# LE MONDE DU FUTUR

selon Federico Mayor Zaragoza

Ana DUMITRESCU

Ancienne spécialiste du programme

Federico Mayor, ancien Directeur général de l'UNESCO, vient de publier *Inventar el futuro*, où il dresse un vaste panorama des défis mondiaux à relever.

LIEN/LINK a demandé à Anna Dumitrescu, membre du comité de rédaction, d'analyser cet ouvrage et d'en livrer les grandes lignes.

C'est une somme de 560 pages, d'une grande qualité éditoriale, avec de nombreuses illustrations représentant des œuvres d'art et des poèmes manuscrits de l'auteur. J'ai commencé à le lire surtout par respect pour Federico Mayor, mais plus j'avais dans la lecture et plus j'entrevois l'espoir d'un monde meilleur. Comme le dit Ingeborg Breines dans le prologue du livre : « Nous avons de quoi remercier Federico Mayor, pour sa chaleur humaine et d'avoir été notre guide ! Et nous, les peuples, nous avons du travail à faire ! ».

Avant même de nous livrer sa propre vision, l'auteur (« Le poète et le scientifique Federico Mayor », dit Ingeborg Breines) cite quatre « référents » : Dr Santiago Ramón y Cajal, Rosa Parks, Nelson Mandela et Mikhaïl S. Gorbatchev. Après quoi, tout en citant ses précédentes publications, l'auteur rappelle les changements radicaux, parfois irréversibles, dont notre monde souffre à l'échelle globale. Mais il croit avec beaucoup d'espoir en un renouveau possible, par l'invention de l'avenir. Federico Mayor attire notre attention sur le fait que « l'une des facultés distinctives de l'espèce humaine est la possibilité d'anticiper, de savoir pour prévoir, de prévoir pour prévenir. »

Tout au long de l'ouvrage, Mayor procède à l'analyse détaillée de tous les éléments qui constituent et définissent notre civilisation, avec des considérations sur les divers moyens de mieux aborder les défis de notre proche avenir dans les domaines tels que : les droits de l'homme, le multilatéralisme démocratique, l'éducation, la culture de la paix et de la non-violence, la femme et la jeunesse, les nouveaux concepts de sécurité,

de travail et de style de vie.

Sur la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi d'autres textes comme l'Acte constitutif de l'UNESCO, l'auteur nous livre son analyse historique du premier grand sujet : les droits humains et la démocratie. Federico Mayor montre comment, depuis la création de la Société des Nations et jusqu'à nos jours, les républicains des États-Unis ont freiné la mondialisation du respect des droits humains. Pour l'instauration du respect des droits de l'homme, la seule solution est la démocratie authentique, et il serait probablement grand temps, selon l'auteur, d'adopter une déclaration visant à un monde meilleur.

Le multilatéralisme démocratique pour une gouvernance adéquate à l'échelle mondiale est un but difficile à atteindre sans analyser, accepter et corriger la confrontation séculaire entre les diverses formes de civilisation humaine, depuis les empires coloniaux jusqu'à la domination économique actuelle. L'analyse rigoureuse de la situation, région par région, amène l'auteur à proposer plusieurs actions importantes. Par exemple, des actions urgentes pour repenser l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de son système sur la base de l'état actuel du monde, mais aussi pour redéfinir l'Union européenne (trop axée sur les questions économiques). Ce chapitre se termine par un beau poème écrit par Federico Mayor deux décennies auparavant, dédié aux émigrants clandestins. Le poème commence par ces quelques mots : « Nous construisons un autre mur / Une autre clôture invisible / Qui sépare les berges / De notre mer. »

En ce qui concerne l'éducation, l'un des trois piliers de l'UNESCO, l'auteur part de l'idée proclamée dans l'Acte constitutif de l'Organisation – il faut que « les enfants du monde entier »



GRAND ANGLE

soient préparés « aux responsabilités de l'homme libre » –, concluant que l'éducation doit nous préparer à être des citoyens libres et responsables. Bien évidemment, l'ancien Directeur général rappelle, entre autres, le programme de l'Organisation des années 1990, intitulé « L'éducation pour tous » et les principes sur lesquels il a été conçu, ainsi que le contexte historique. En citant Jacques Delors, l'auteur rappelle que les jeunes doivent apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et, tout simplement, à être. Ce à quoi Federico Mayor ajoute « apprendre à se consacrer aux autres, le but de l'éducation étant de permettre de passer de la violence à la paix, de la force à la parole, de la discussion à la négociation ».

Un chapitre entier est dédié à un sujet marquant des mandats de Directeur général de l'UNESCO de Federico Mayor et de la participation

d'Ingeborg Breines au travail du Secrétariat. Il s'agit de la culture de la paix et de la non-violence. Ce sujet passionnant est de plus en plus crucial dans le contexte international où nous vivons actuellement, alors que des innocents vivent dans des conditions inhumaines ou meurent au front. L'auteur, fondateur et président d'une fondation dédiée à la culture de la paix, rappelle que les Nations Unies ont été créées parce que « Nous, peuples des Nations Unies [étions] résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre [...] ». La culture de la paix est étroitement liée à des questions d'éthique, de justice et de lutte contre la haine. Les conséquences de la guerre sur l'humanité tout entière dépassent le sacrifice des militaires et des populations locales, puisqu'il existe désormais le danger atomique. Nous devons changer radicalement de paradigme, car il faut sortir de la concurrence et de la pratique des menaces. Nous devons prendre conscience que



nous sommes une seule et unique communauté terrestre, l'humanité. Il faudrait arrêter notre type d'économie destructrice et notre habitude de violence sur tous les plans, pour arriver à un échange fraternel. Il est nécessaire de remplacer les graines de la haine en dispersant les semences de la paix. Il est essentiel de croire qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité peut vivre dans « un autre monde ».

L'auteur poursuit en abordant la question des femmes et des jeunes. Pour Federico Mayor, « la femme devrait être "la pierre angulaire" de la nouvelle ère ». Il rappelle que « le pilier fondamental de tous les droits humains est la dignité égale [pour tous] ». Dans ce même chapitre, l'auteur parle aussi des jeunes. Il rappelle que « la jeunesse est l'acteur principal de ce nouveau dessein des temps à venir », en insistant sur le fait que l'avenir de l'humanité est totalement dépendant de la liberté des femmes et de la formation des jeunes. Ce chapitre se termine par le début d'un poème de Francisca Aguirre : « Et vous ne pourriez rien / Car la force ne se trouve pas / En vous-mêmes / Elle se trouve dans ma faiblesse. »

Le chapitre consacré au nouveau concept de sécurité commence par la citation du 3<sup>e</sup> article de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » Bien évidemment,

maintenant plus que jamais, le danger qui menace l'humanité est d'ordre militaire et, comme le souligne l'auteur, nous n'avons malheureusement pas retenu les expériences du passé. Federico Mayor cite l'intervention du Canada (2000) aux Nations Unies, en faveur d'un « nouveau concept de sécurité ». Le désarmement mondial serait la solution pour la sécurité de l'humanité, mais ce que nous vivons actuellement ne semble malheureusement pas aller dans la bonne direction. La plaidoirie de notre ancien Directeur général devrait être lue par les dirigeants du monde qui semblent avoir perdu la raison. De plus, l'humanité est aussi menacée par d'autres dangers : les catastrophes naturelles (phénomènes géologiques, changements climatiques et leurs conséquences), la pauvreté extrême, la famine et les migrations, l'exploitation irresponsable des ressources naturelles, les pandémies, le racisme, les extrémismes, etc. L'auteur cite à ce propos diverses figures mondiales, tel le Pape François qui appelle à un dialogue avec tous ceux qui sont autour de notre « maison commune ». L'auteur rappelle que l'extraordinaire développement technologique peut être un grand atout pour l'humanité, mais il peut aussi engendrer des inégalités et des dangers. La sécurité de tous devrait être défendue par une justice impartiale ; les problèmes démographiques, tels que le vieillissement de la population dans certaines parties du monde, devraient aussi être pris en compte. De fait, seules les Nations Unies sont à même de redéfinir la sécurité mondiale et sa défense. L'auteur conclut dans ce sens, en affirmant qu'il n'y aura pas de nouvelle ère sans un nouveau concept de sécurité.

Les changements de notre temps comprennent aussi le nouveau concept de travail et de style de vie, éléments qui ont été fortement marqués par la pandémie provoquée par le COVID-19. Ces changements devraient contribuer à permettre à tous d'avoir une vie digne, et non pas à aggraver les inégalités dans le monde. Avec cette pandémie, l'humanité tout entière a aussi repris conscience de l'importance de la santé, et il faut souhaiter que tous les humains puissent bénéficier du droit à un accès facile aux soins.

La thématique du huitième chapitre apparaît déjà dans le sous-titre : *L'avenir est encore à faire. Savoir pour prévoir et prévoir pour prévenir. Sans tarder, car demain il sera peut-être trop tard.* Le titre de ce chapitre évoque l'idée de « gardiens du lendemain ». Nous devrions tous, tout au moins ceux d'entre nous qui vivons en démocratie, nous préoccuper de l'avenir de l'humanité, ne





*Jacques Delors et Federico Mayor Zaragoza  
Retrouvez notre hommage à Jacques Delors dans la section consacrée page 28*

plus continuer à avancer sans regarder autour de nous, sans savoir, prévoir et prévenir. Car la solution est conditionnée par la démocratie : « plus de démocratie, une meilleure démocratie », dit l'auteur. Des actions urgentes et utiles sont détaillées et expliquées. La conclusion est que « Le temps du silence et de la soumission est fini ! ». Autrement dit : « Il est clair qu'il est aujourd'hui urgent que les citoyens soient pleinement conscients de la réalité et des possibilités d'intervention à l'échelle mondiale, en cessant d'être des spectateurs de ce qui se passe pour devenir des acteurs du nouveau destin. »

Comment faire pour « inventer l'avenir » ? Dans ce chapitre, Mayor explique qu'il faut avant tout connaître le passé. « On ne peut pas / Une fois de plus / Construire l'avenir / Sur les ruines / Du présent / Et l'avarice / Du passé. » (Salobreña, 30 août 1992). Federico Mayor cite de nombreux textes qui peuvent servir de guide à l'avènement d'un avenir meilleur pour l'ensemble de l'humanité. Enfin, l'Accord de Paris de 2015 concernant les changements climatiques et la résolution des Nations Unies concernant l'Agenda 2030 pour le développement durable, sont des bases solides pour imaginer un avenir viable pour notre monde.

« Que peuvent faire les peuples ? » C'est par notre voix, en l'utilisant pour nous exprimer, que nous pourrions faire avancer les choses, affirme l'auteur. On se trouve devant une nouvelle ère, celle de

la parole. « Notre force est celle de la voix, de la parole. Une force indomptable qui, lorsqu'elle devient le cri du peuple, nous conduit vers des espaces de lumière et d'espérance. »

Le dernier chapitre se réfère précisément à cette « nouvelle ère de la parole », à ce besoin incontournable d'implication de tous. Les citoyens ne doivent plus se laisser gouverner par des intérêts financiers et politiques, ils doivent imposer leur point de vue, construire un avenir viable. Les citoyens doivent s'exprimer et exiger d'être écoutés. Ils doivent avoir la mémoire du passé et doivent agir, car « ensemble nous pouvons inventer les lendemains ». Pour finir, Federico Mayor s'adresse directement au lecteur : « Cher lecteur, je suis conscient qu'en raison de mon âge, il ne me reste que peu de temps pour poursuivre ma route. Tant que je vivrai, je continuerai à proclamer la force de la raison sur la raison de la force. Je continuerai à proclamer – en tant que scientifique qui n'a cessé de tenir compte des générations à venir du monde entier – qu'il est éthiquement impératif d'agir sans plus tarder pour corriger les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard. »

En refermant ce livre, j'ai oublié mon âge et j'ai ressenti le besoin de m'impliquer pour un monde meilleur.

# JE VOUS ÉCRIS DE RABAT

Éric Falt, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour le Maghreb

Depuis deux ans, notre Bureau régional s'efforce de se réinventer en devenant plus dynamique et en produisant plus de résultats concrets, tout en élargissant son champ d'action vers de nouveaux publics (notamment les jeunes ainsi que les personnes en situation de handicap), mais aussi en traitant de nouveaux sujets tels que l'éthique de l'intelligence artificielle. Il est donc naturel d'impliquer étroitement le Secteur des sciences sociales et humaines, qui représente notre engagement à la fois auprès de ces populations et dans des domaines clefs.

Dans ce cadre, j'ai le plaisir de compter parmi nous Armin Ibrismovic, avec lequel j'ai déjà eu l'occasion de collaborer au Siège, à Paris. Son arrivée au Bureau de Rabat a insufflé un nouvel élan et une énergie rafraîchissante, dynamisant cette partie cruciale de notre mandat.

## **LIEN : Quel a été votre parcours à l'UNESCO avant d'être nommé au Bureau de Rabat ?**

Armin : En août 2016, j'ai rejoint l'UNESCO en tant que jeune professionnel, avec une expérience dans le journalisme et le monde associatif en Europe, et une croyance profonde dans la nature du mandat des Nations Unies.

J'ai tout de suite intégré l'équipe chargée des partenariats avec la société civile (dirigée par mon amie et mentor Sabina Colombo, que je salue) au Siège de l'UNESCO à Paris, où j'ai pu découvrir



*Eric Falt, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour le Maghreb*

le monde unesquien, et vivre la complémentarité entre deux composantes de travail essentielles de l'Organisation – les services centraux et les programmes –, grâce notamment aux Forums des ONG et à mes détachements auprès du Conseil exécutif et de la Conférence générale. J'ai une pensée particulière pour le Comité de liaison ONG-UNESCO que Patrick Gallaud, alors président du Comité, a réussi à façonner et à influencer de manière positive et durable.

## **En quoi consiste votre quotidien à Rabat ?**

Depuis mon arrivée à Rabat en février 2023, en tant que Spécialiste de programme en sciences sociales et humaines (SHS), mon quotidien reflète un équilibre entre travail de « bureau » et missions sur le terrain, où chaque jour apporte son lot de défis et d'opportunités.

Il s'agit pour moi de jongler entre la réflexion stratégique et l'action concrète sur le terrain dans les cinq pays de la région, toujours guidé par les grandes priorités du Secteur et de l'Organisation.

Que ce soit dans des réunions, des ateliers de renforcement des capacités ou des séminaires, j'ai l'occasion d'impulser des dynamiques autour de thématiques clés : autonomisation des jeunes, éthique de l'intelligence artificielle et de la neurotechnologie, promotion de l'égalité des genres, inclusion des personnes en situation de handicap, ou encore le sport comme levier de changement social.

Travailler à Rabat, c'est aussi un engagement quotidien pour soutenir les priorités nationales des pays du cluster Maghreb que nous couvrons. Mon rôle consiste à tisser des liens entre les aspirations locales et les grandes ambitions mondiales, en accompagnant les États membres sur le chemin du développement durable.



*Atelier de conceptualisation de projets avec des jeunes à Assilah, Maroc*

Il n'y a pas de « journée type » dans mon travail, chaque journée est unique en son genre : c'est une série de défis stimulants qui, chaque jour, permettent d'avancer dans le domaine des sciences sociales et humaines au sein des pays du Maghreb, contribuant, je l'espère, à des transformations sociales qui laisseront un impact durable.

Je peux également compter sur une équipe superbe et indispensable, composée d'Imane, Cem et Chaimae au Bureau de Rabat, de Néji à notre antenne de Tunis, et d'Haroune à Nouakchott, qui sont les véritables relais de nos actions.

**Bien entendu, j'imagine que vous êtes tenu de suivre les orientations du C/5 dans votre domaine, mais quelle est votre marge de manœuvre pour initier des projets locaux ? Comment sont-ils choisis et financés ?**

Bien sûr, les orientations et les objectifs stratégiques du C/5 guident notre action dans le domaine des sciences sociales et humaines. Cependant, nous disposons d'une certaine marge de manœuvre pour initier des projets locaux en réponse à des priorités identifiées sur le terrain. Ces projets résultent d'une analyse des besoins spécifiques des pays du Maghreb, tout en restant alignés sur les grandes orientations du C/4 et du C/5.

Mon rôle consiste parfois à convaincre les

Sections, au Siège, d'intégrer ces priorités locales dans nos programmes globaux. Je pense par exemple à la composante « Sport pour le développement au Maroc ». Cela nécessite un dialogue constant et une sensibilisation pour montrer l'importance de soutenir des initiatives qui répondent aux réalités du terrain, tout en restant cohérentes avec les objectifs globaux.

Le financement de ces projets repose sur une combinaison du Programme régulier de l'UNESCO et du développement de fonds extrabudgétaires. Les ressources sont certes limitées, mais nous faisons preuve de créativité pour maximiser l'impact.

**Pouvez-vous présenter succinctement un projet qui vous est apparu particulièrement porteur ?**

Tous nos projets sont chargés de sens, mais si je devais n'en choisir qu'un, je mentionnerais notre projet en Tunisie sur la Transformation du regard sur les personnes en situation de handicap, soutenu par le Fonds UNPRPD en 2023 et 2024, qui a également été mis en avant dans le dernier Rapport mondial des Nations Unies du Secrétariat d'UNPRPD à New York.

C'est un projet multipartite, dans lequel nous avons pu collaborer, à très haut niveau, avec le secteur médiatique, le Comité national paralympique, des parlementaires, la société civile et le Gouvernement. J'ai eu le privilège en



*Armin Ibrisimovic, Spécialiste de programme en sciences sociales et humaines (SHS), Bureau régional de l'UNESCO pour le Maghreb*

juillet dernier de lancer la première Coalition nationale pour des médias plus inclusifs, qui se veut une continuation du projet et qui a généré énormément d'intérêt sur le plan national.

L'inclusion des personnes en situation de handicap sera à mon sens un des grands chantiers de l'Organisation dans les années et les décennies à venir.

**Comment se passent les relations avec les pouvoirs locaux, la société civile, etc.?**

L'UNESCO est un partenaire privilégié dans les

pays du Maghreb.

Les relations avec les pouvoirs locaux et la société civile sont au cœur de notre action à Rabat pour les pays du Maghreb. Nous entretenons d'excellentes relations de coopération avec les autorités locales, renforcées par la reconnaissance de l'UNESCO en tant qu'acteur crédible et fédérateur. L'UNESCO est souvent perçue comme un catalyseur capable de réunir autour d'une même table des parties prenantes aux intérêts divers : pouvoirs publics, organisations de la société civile, acteurs du secteur privé et institutions académiques, et c'est ce qui fait en partie sa force.

**Êtes-vous amenés à travailler avec d'autres organismes des Nations Unies ? Cette coopération est-elle plus facile au niveau régional qu'au niveau mondial ?**

Nous avons l'opportunité de conduire non seulement des actions intersectorielles, notamment avec le Secteur de la communication et de l'information (CI), mais aussi des activités impliquant plusieurs organismes des Nations Unies, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe pays (UNCT). Par exemple, je copréside au nom de l'UNESCO le Groupe thématique Jeunes et Adolescents des Nations Unies au Maroc, ou récemment le Groupe ad hoc pour le sport au service du développement, et je représente



*Athlètes paralympiques tunisiens*



*, Lancement du Rapport d'évaluation de l'état de préparation du Maroc à l'intelligence artificielle (le premier en Afrique et dans les États arabes), Rabat.*

l'UNESCO dans l'Équipe-pays des Nations Unies en Mauritanie. En termes de projets, nous avons par exemple co-organisé une Caravane nationale de la jeunesse et de l'innovation avec l'UNFPA en 2023, une initiative populaire qui a été renforcée en 2024 avec d'autres organismes des Nations Unies.

L'UNESCO a un mandat très intéressant et des programmes innovants, qui lui permettent de se positionner dans les pays où elle est active, malgré ses ressources financières limitées.



*Clôture de la Caravane de la jeunesse et de l'innovation à Rabat, Maroc, lors du Festival de la musique pour les jeunes, août 2023.*

# L'UNESCO

et les Objectifs  
de développement durable



## LIEN poursuit sa série sur les Objectifs du développement durable en présentant dans cette livraison l'ODD 4

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) cherchent à faire basculer le monde sur une voie durable et résiliente, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte (Nations Unies, 2015). L'ODD 4 vise à assurer une éducation de qualité inclusive et équitable, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. En outre, il met l'accent sur le fait que les efforts mondiaux en matière d'éducation doivent accorder une importance centrale à la qualité et à l'apprentissage pour toutes les filles et tous les garçons (UNESCO, 2016).

Les sept cibles d'éducation de l'ODD 4 font référence au développement de la petite enfance, des soins et d'une éducation préscolaire de qualité, et à un enseignement primaire et secondaire de qualité permettant aux élèves d'obtenir des résultats d'apprentissage à la fois pertinents et utiles (UNESCO, 2016). Les pays sont appelés à montrer que les jeunes savent lire, écrire et compter, et que les jeunes adultes disposent des compétences nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat, ainsi que des connaissances et des compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable (UNESCO, 2016).

Les trois moyens de mise en œuvre de l'ODD 4 mettent également l'accent sur l'apprentissage et l'éducation de qualité pour tous en privilégiant des milieux d'apprentissage sûrs et efficaces, une augmentation des bourses d'études pour les pays les moins avancés et une augmentation de l'offre d'enseignants qualifiés (UNESCO, 2016).

Au-delà de l'ODD 4, l'éducation a une influence sur chacun des 17 ODD. Une bonne éducation peut : sortir les populations de la pauvreté et réduire les inégalités ; promouvoir l'emploi et la croissance économique ; autonomiser les femmes ; construire des sociétés pacifiques et inclusives ; favoriser une bonne nutrition et une bonne santé ; et aider les communautés à améliorer leur gestion de l'eau et de l'assainissement, des infrastructures, des énergies propres, des ressources environnementales et d'autres éléments liés à un mode de vie durable (Secrétariat du PME, 2015).



## Objectifs et moyens de mise en œuvre de l'ODD 4

### Cibles

4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile.

4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance, et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.

4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.

4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.

4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités de genre dans le domaine de l'éducation, et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes ainsi qu'une proportion importante d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.

4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement durable et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des genres, de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle ainsi que de la contribution de la culture au développement durable.

### Moyens de mise en œuvre

- Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants et aux personnes en situation de handicap, et qui adoptent une approche sensible au genre, ou adapter les établissements existants à cette fin, et fournir des cadres d'apprentissage sûrs, exempts de violence, inclusifs et efficaces, et qui soient accessibles à tous.

- D'ici à 2020, augmenter substantiellement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer l'accès aux études supérieures, notamment la formation professionnelle, les technologies de l'information et de la communication, et les cursus techniques et scientifiques ainsi que les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement.

- D'ici à 2030, accroître substantiellement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement,

surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Pour atteindre le quatrième Objectif de développement durable (ODD 4) sur l'éducation, il est essentiel de disposer de données probantes et d'analyses solides afin de soutenir l'élaboration des politiques, de faciliter le partage des bonnes pratiques et de tenir responsables ceux qui se sont engagés à respecter leurs engagements. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (Rapport GEM) remplit cette fonction au niveau mondial.

Établi en 2002, le Rapport GEM est un rapport indépendant au plan éditorial. Il est hébergé et publié par l'UNESCO. Lors du Forum mondial sur l'éducation de 2015, il a reçu le mandat de 160 gouvernements pour surveiller et rendre compte de :

- l'avancement de l'éducation dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), avec une référence particulière au cadre de suivi de l'ODD 4 ;

- la mise en œuvre de stratégies nationales et internationales pour aider tous les partenaires concernés à respecter leurs engagements, dans le cadre du processus général de suivi et de révision des ODD

Le Rapport GEM, qui est publié chaque année, se fonde sur de multiples sources de données, ce qui lui permet de fournir une vue d'ensemble des questions éducatives. Grâce à de multiples canaux de communication, il atteint toutes les régions du monde. Il sert de base pour des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes, afin de promouvoir les progrès vers l'ODD 4, notamment en réunissant les principaux décideurs pour un dialogue sur les questions d'éducation pouvant entraîner des changements au niveau des politiques.

Avec 18 éditions entre 2002 et 2023, le Rapport GEM est une partie indispensable de l'architecture mondiale de l'éducation. Quatre évaluations, dont une réalisée en 2018, ont conclu que le Rapport GEM remplit avec succès son mandat, fournissant des données probantes rigoureuses, pertinentes, de haute qualité et faisant autorité pour ses vastes publics. Ses utilisateurs incluent, entre autres : les gouvernements (notamment les dirigeants et les hauts fonctionnaires des ministères de l'Éducation et des Finances et les agences de mise en œuvre) ; les experts (notamment les chercheurs universitaires, les think tanks et les consultants) ; les organisations de développement multilatérales, internationales, régionales et nationales ; les enseignants et leurs syndicats ; les jeunes, les étudiants et leurs organisations ; la société civile et les organisations non gouvernementales engagées dans l'éducation ; et le grand public.

L'objectif du Rapport GEM est de servir de principale ressource pour les décideurs qui ont besoin de recherches comparatives pour orienter leurs actions en faveur d'une éducation inclusive et équitable de qualité, aux niveaux national, régional et mondial.

La mission du Rapport GEM est de synthétiser, d'analyser et de présenter clairement les meilleures données, preuves et recherches disponibles pour expliquer les progrès et les disparités en matière d'éducation, et de formuler des recommandations qui stimulent la réflexion et le dialogue, dans le but d'améliorer l'élaboration des politiques.

# GLOBAL GOVERNANCE AND EDUCATION : UNESCO'S ODYSSEY

*This blogpost by Alexandra Draxler and Maren Elfert synthesizes some of the themes discussed in a recent video interview of the Memory & Future Club of AFUS on UNESCO's role in the global governance of education.*

A recent video discussion on a new book (2023) entitled *Global Governance of Education: The Historical and Contemporary Entanglements of UNESCO, the OECD and the World Bank* by Maren Elfert (of King's College London) and Christian Ydesen (of Aalborg University in Denmark), instigated by Memory & Future Club of AFUS, provided a jumping-off point for an exchange about UNESCO's destiny in the field of the global governance of education in a world that has greatly changed since it was founded.

The book itself represents a rich, analytical and historical overview of the entanglements (as the authors put it) of the three organizations since their founding: their mandates, their collaborations, and their inevitable jockeying for legitimacy and relative strengths. Based on extensive archival research and interviews, it

goes beyond a recital of facts to an analysis of how education fits into the overall aims, objectives and value system of each.

While all three organizations were created after the war, they emerged from different agendas, which shaped their approach to education. UNESCO was created as the specialized agency of the United Nations with the mandate for education, while the World Bank and OECD started engaging with education in the early 1960s when education was promoted as a factor of economic growth. The World Bank emerged from the Bretton Woods Conference – although it was associated with the UN; it always kept its independence from the UN system and was part of the world of finance and Wall Street. The OECD was originally created to administer the US-driven European Recovery Program (the Marshall Plan), and both the World



Bank and the OECD had an economic mandate, while UNESCO was endowed with the mandate of peace-keeping and intellectual cooperation.

Against the background of these different mandates, for UNESCO education has been a purpose in itself and a common good, while the World Bank and the OECD have taken a human capital and “rates of return” approach to education, which is primarily of interest for its economic benefits. The three organizations also have different ways of governing and knowledge brokering. In terms of scale, the World Bank obviously dwarfs both UNESCO and OECD: more than three times the staff and roughly ten times their annual budgets.

The discussion turned around three main themes: purpose, relative weight of the expertise of each organization, and the strengths and weaknesses of UNESCO, partly relative to the other two organizations.

Concerning purpose, the authors felt that both the literature they studied and the interviews confirmed that UNESCO’s historic focus on education as a value in and of itself has at times put it in the crosswinds of the emerging focus on utilitarian, e.g. economic, values of education (“dominant managerial principles of effectiveness and accountability”) that are central to the World Bank and OECD’s embrace of education as an important tool for (economic) development. They stressed, in the podcast, that UNESCO is known for the expression it gives to its constitutional quest for peace and for encouraging the development of mindsets that will contribute to peace. They cited UNESCO’s commitment to lifelong learning, to fostering and maintaining the truly international dialogue between cultures in education. This includes pioneering work in terminology and measurement, various forums, and support for both empirical (statistical) and philosophical (international reports, dedicated institutes).

A part of the discussion was devoted to the World

Bank/UNESCO Co-operation agreement (1964 to 1989), whereby the World Bank drew on UNESCO’s expertise to support its educational loans. When the World Bank decided to develop its own in-house expertise, beginning in the early 1980’s this shrank UNESCO own professional capacity and weight in sector analysis work. The Co-operative programme was considered by many in UNESCO as a “Trojan Horse” due to its connection to the World Bank and its independence from the Education Sector. The controversy around the programme reveals the divergent views on UNESCO’s mandate and role among UNESCO’s staff and Member States, which goes back to the creation of the Organization.

Finally, UNESCO is confronted with many obstacles at this time and in the future: changes in the status and commitment to global governance in general, the rising influence of for-profit and non-State stakeholders by their funding power, the challenges of “tied money” against the background of continuous budget constraints (“the Achilles heel of UNESCO”), and geopolitical shifts. The Organization will have to position itself vis-à-vis agendas such as the “neuro-affective turn”, a current movement in education that has vast funds behind it and is rooted in the life sciences. In that regard, Christian Ydesen asked the question: “Is it UNESCO’s best hope for the future to adopt the newest shiny object?”

The authors remain cautiously optimistic about UNESCO’s future. In some ways UNESCO may be better positioned to face the future than the OECD and the World Bank, because “UNESCO has different cards on its hand that it can play.”

*Watch this video discussion on AFUS’ website on the Memory & Future Club’s page. It is also featured on the website of NORRAG, the Global Education Centre of the Geneva Graduate Institute and a global network of over 5,800 members for international policies and cooperation in education and training.*

### The authors:

Maren Elfert is Senior Lecturer in International Education in the School of Education, Communication and Society at King’s College London. She is blog editor and Chair of the Editorial Board of NORRAG, submissions editor of the *International Review of Education* and member of the editorial board of *Comparative Education*.

Alexandra Draxler is Senior Advisor to NORRAG and Associate Editor of the *International Journal of Educational Development*. She was for many years at UNESCO, including serving as Secretary of the International Commission on Education for the Twenty-First Century that produced UNESCO’s *Delors Report*.

# LES ROUTES DE MA VIE

Isabelle Moreno

Caminante no hay camino  
Se hace el camino al andar

Antonio Machado

Mon père, Miguel Moreno Gomez, originaire de la petite ville d'Espagne, Guarena, en Estrémadure, vote en 1931 pour la Seconde République qui sera proclamée le 14 avril 1931. Le 16 février 1936, les élections donnent la victoire au Front populaire. Le 17 juillet 1936, le général Franco prend la tête d'une insurrection militaire. En partant du Maroc espagnol, il rejoint le sud de l'Espagne, c'est le putsch. Il veut renverser le gouvernement en place et anéantir la République. Les combats entre républicains et nationaux, village par village, sont atroces. C'est la guerre civile espagnole, qui durera jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1939. Franco reprend donc le pouvoir par la force. La République est battue.

Mon père, républicain convaincu, secrétaire de la Maison du peuple de Guarena, apprenant les nombreuses exactions et exécutions des républicains par « les troupes de Franco », quitte sa ville dès le mois de septembre avec quelques compagnons, laissant à son grand désespoir sa femme Inés et sa fille Anita, alors âgée de trois mois, pour rejoindre les forces républicaines et se battre pour sauver la République. Franco, avec l'aide des fascistes italiens et des nazis allemands, reprendra le pouvoir alors que la France et le Royaume-Uni votaient la non-intervention dans ce conflit. L'histoire donnera raison à ceux qui voyaient en Espagne les prémices d'une guerre mondiale contre le fascisme.

Il apprendra des années plus tard l'assassinat de son père, de deux de ses frères et de deux de ses

TÉMOINS

beaux-frères, en représailles. Mon grand-père, frappé à mort sur la place du village, est enterré au cimetière du village, les dépouilles de mes oncles n'ont jamais été retrouvées, malgré les recherches effectuées dans le village et l'ouverture de fosses communes autour du village il y a quelques années.

Comme des milliers d'Espagnols, vaincu, épuisé par trois années d'une guerre fratricide, mon père traverse la frontière française et se retrouve interné dans le camp d'Argelès-sur-Mer dans les Pyrénées orientales, puis au camp de Barcarès, dans des conditions inhumaines, dormant sur la plage avec une simple couverture par tous les temps. En tout, il y restera 14 mois.

Les années passent. Réfugié en France, mon père travaillera en zone libre dans des usines ou des fermes. Comme de nombreux réfugiés républicains, il est réquisitionné de force par les Allemands qui occupent la France, et devra participer à la construction du Mur de l'Atlantique à Lorient, en Bretagne.

Il rejoindra Paris à la Libération, et partagera sa vie avec d'autres compatriotes réfugiés dans un petit hôtel du 13<sup>e</sup> arrondissement.

De son côté, en Espagne, ma mère élève seule sa fille avec l'aide de ma grand-mère maternelle. Sans nouvelles de mon père, elle est considérée comme veuve. Montrée du doigt par ceux qui ont gagné, elle portera le deuil pendant de nombreuses années, et se battra courageusement pour élever sa fille dans un contexte hostile, puisqu'elle appartenait au camp des perdants. Mais grâce à la détermination de la pharmacienne du village, chez qui ma mère travaillait, qui l'encourage et l'aide à faire des recherches auprès du Comité international de la Croix-Rouge (qui opérera plus tard comme intermédiaire pour l'échange des lettres), ma mère retrouve les traces de mon père en France, à Paris, et lui demande de rentrer au pays, la guerre étant terminée. Elle lui dit « Tu as une fille et une épouse qui t'attendent ». Mon père refuse, « Jamais sous Franco ». C'était



d'ailleurs trop dangereux. En effet, nombreux sont les Espagnols retournés en Espagne et qui sont immédiatement fusillés ou emprisonnés.

Après moult démarches pour obtenir l'autorisation de rejoindre mon père à Paris et réunir l'argent nécessaire au voyage, ma mère débarque à Paris en 1950, gare d'Austerlitz, avec sa fille Anita âgée de 14 ans. Elles retrouvent mon père, « le papa en carton » comme l'appelait



ma sœur Anita quand elle était petite (elle ne possédait qu'une photo de son père). Il devenait un vrai père, en chair et en os. Deux autres filles naîtront, ma sœur Dolorès en 1952, et moi Isabelle en 1953. Une vie enfin normale et heureuse reprendra pour la famille réunie et désormais exilée en France.

J'entrai à l'Unesco en septembre 1979 en qualité de secrétaire trilingue, à la Section des politiques culturelles, alors dirigée par Albert Botbol, grand homme de culture et de théâtre, et travaillai avec Marcelle Vallet, spécialiste du programme, une grande professionnelle humaniste qui m'a guidée dès mon entrée à l'Unesco, et m'a servi d'exemple comme fonctionnaire internationale.

La diversité culturelle de l'Organisation, avec ses fonctionnaires de toutes les nationalités et mon travail au Secteur de la culture, m'ont immédiatement permis de me sentir tout à fait à ma place. Je vivais déjà dans un milieu culturel, puisque mon mari était un artiste peintre uruguayen.

Dès ma plus tendre enfance, mon père me parlait de la culture. Bien que petit, son village possédait un théâtre. Mon père considérait l'éducation comme fondement de toute démocratie. Il me parlait de la poésie espagnole, de Federico Garcia Lorca, d'Antonio Machado. Il connaissait par cœur des vers de Francisco de Quevedo, décrivait les monuments historiques de sa région (la Province de Badajoz), de Mérida. Lorsque mon père écoutait, religieusement, les chansons de Paco Ibáñez, qui a si bien interprété les grands poètes espagnols, ou bien les chanteurs populaires comme Antonio Molina ou Juanito Valderrama, qui lui rappelaient la poésie espagnole et sa terre natale qu'il ne reverrait jamais, je voyais des larmes couler le long de ses joues. L'enfant que j'étais comprenait parfaitement ce qu'il ressentait,

même si je n'osais pas lui poser de questions.

À la Section des politiques culturelles, je me suis vue confier la préparation de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (MONDIACULT) qui s'est tenue à Mexico en 1982. J'ai participé à cette conférence. Ce fut ma première mission. Une expérience inoubliable où j'ai pu notamment écouter Melina Mercouri réclamer la restitution par le Royaume-Uni des bas-reliefs du Parthénon, toujours au British Museum.

En 1985, je rejoins le Secteur des relations extérieures, en tant qu'assistante principale de Doudou Diène, porte-parole du Directeur général, Directeur adjoint des relations extérieures et Directeur de l'Office de l'Information du public. Assez rapidement, il se voit confier la direction de la Task Force du projet Étude intégrale des routes de la soie : routes de dialogue (1988-1997), projet qui sera tout naturellement intégré plus tard au Secteur de la culture, dans la Décennie du développement culturel. Ce grand projet pour l'étude intégrale des routes de la soie consistait en l'organisation d'expéditions avec des équipes multidisciplinaires de spécialistes afin de retracer les anciennes routes. Il s'agissait de rencontrer sur place les savants des pays concernés, de mieux connaître le patrimoine commun et de constater les influences mutuelles des pays traversés. Des journalistes de la presse écrite et de différentes chaînes de télévision faisaient également partie des expéditions, assurant la couverture médiatique et réalisant des documentaires.

Tout en travaillant à la préparation des expéditions comme assistante du projet, avec mes collègues Margaret Benisty, Gail Larminaux, Isabelle Vinson et Evelyne Elbert-Bedu, j'ai pu, comme elles, participer à certaines des expéditions. Le docteur Edmond Gariépy, ancien médecin-chef de l'Organisation, qui venait de prendre sa retraite, a accepté bénévolement d'être le médecin des expéditions qui comptaient environ une cinquantaine de participants.

J'ai assisté à la première réunion du Comité scientifique du Projet, à Xi'an (Chine) en 1989. Je n'oublierai jamais l'extrême efficacité et la gentillesse de nos collègues chinois. À titre d'exemple, on m'avait réservé une superbe machine à écrire électrique, mais le clavier était en chinois, et même avec des équivalences en français pour les touches, je n'arrivais pas à taper assez vite. La secrétaire chinoise qui m'assistait s'y est finalement mise. Elle ne parlait ni anglais ni français. Elle a pourtant réussi, avec mon aide, à transcrire mes notes. Une très belle collaboration.

Pour l'expédition sur la route maritime, le sultan d'Oman, Qabus Ibn Saïd, avait mis à la disposition de l'UNESCO son bateau,



le *Fulk Al Salamah*, avec son équipage. Des réunions avec les experts présents se déroulaient tous les jours sur le bateau. J'ai également dormi tant bien que mal dans une yourte mongole, au bord d'une rivière, dans un cadre idyllique. La cuisine était rudimentaire, nous parcourions la Mongolie en bus avec un petit camion/cuisine de l'armée qui nous suivait. Parfois, il se perdait dans la steppe mongole, et nous attendions de longues heures avant de pouvoir manger. Parfois, je ne voyais rien pendant une étape car, en tant que secrétaire du projet, je devais courir en ville pour trouver de l'encre pour l'imprimante ou régler un problème de voyage pour un participant, et maintenir la liaison avec nos collègues restés au Siège.

Parmi les nombreuses anecdotes, il y a celle qui a

eu lieu en mer de Chine, où nous avons secouru des pêcheurs qui étaient en détresse sur leur bateau en panne, et n'avaient plus rien à manger ni à boire depuis plusieurs jours.

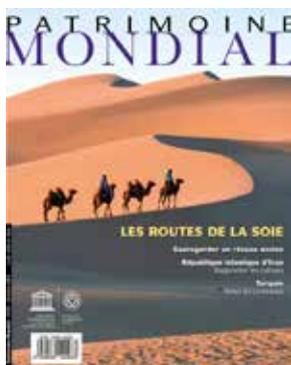
Le capitaine du bateau, craignant des actes de piraterie, très fréquents dans la zone, hésitait à s'approcher d'eux, mais en accord avec Doudou Diène, responsable de l'expédition internationale, et après avoir demandé à l'un de nos participants chinois qui parlait leur dialecte, le Capitaine du *Fulk al Salamah* a accepté de venir à leur secours. Les pêcheurs ont pu immédiatement embarquer sur notre bateau, et ils ont été soignés par le Dr Gariépy. Nous sommes arrivés à la prochaine étape à Quanzhou deux jours plus tard, et nous avons été fêtés comme des héros pour avoir sauvé ces pêcheurs.

Depuis mon entrée à l'UNESCO, j'ai souvent pensé à mon père, exilé politique, arrivé en France en 1939 après bien des épreuves, et je regrette infiniment qu'il soit parti en 1974, avant la mort de Franco disparu en 1975, et avant mon entrée à l'Unesco en 1979. J'aurais en effet tellement aimé partager avec lui mon expérience dans l'Organisation. Cela aurait pu apaiser ses blessures de l'exil, j'en suis certaine.

Le crime de mon père, d'après les franquistes, était de donner des cours d'alphabétisation le soir, après sa dure journée de travail, à ses nombreux compatriotes qui ne savaient ni lire ni écrire dans cette Espagne rétrograde.

Une de ses filles rentrera à l'Unesco et y travaillera 32 ans, principalement au Secteur de la culture

Mon père eût été heureux de ma route.





# LA MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE DE L'UNESCO

Face aux défis posés par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle

Une interview de Thomas Chanussot, chef de la Section de la Sécurité numérique, des Archives et des Avoirs numériques (DBS), recueillie par Adama Aly Pam, chef archiviste, et Eng Sensavang, archiviste de référence (DBS)

**L'UNESCO possède un vaste patrimoine documentaire, constitué d'archives, de publications et de ressources numériques. Comment cette mémoire institutionnelle peut-elle être mise à profit pour éclairer les décisions stratégiques dans le cadre de la transition numérique de l'Organisation ?**

En effet, l'UNESCO possède un vaste patrimoine documentaire. Les archives physiques sont constituées de plus de 10km linéaires de documents, de 30000 heures d'enregistrements audio, de près de 170000 photos et de 12500 bobines de films. À ces ressources s'ajoutent, tout aussi riches, les archives numériques produites au quotidien, dont la croissance continue d'être exponentielle. Plus de 220 millions de courriels, des téraoctets de données dans nos serveurs et nos bases de données.

Ce patrimoine centenaire, si on prend en compte les archives de l'Institut qui a précédé la naissance de l'UNESCO, n'est pas simplement le témoignage des activités de l'Organisation au service de la paix et de la sécurité, c'est aussi un guide précieux pour les activités d'aujourd'hui et de demain. Les archives garantissent également la responsabilité, la transparence, la justice et l'accès à l'information qui font partie intégrante du mandat de l'Organisation. Elles donnent aussi une perspective sur le long terme des activités stratégiques de l'Organisation et de la coopération internationale dans les domaines des sciences, de l'éducation, de la culture et des arts.

**Quels sont les défis spécifiques liés à la préservation et à la valorisation de la mémoire institutionnelle à l'ère du numérique ?**

Rendre ce patrimoine accessible est aujourd'hui une des priorités des archives de l'UNESCO. Cela passe d'abord par l'accélération des précédents

efforts de numérisation. Par ailleurs, il nous faut assurer le passage des médias physiques au format numérique. Nous faisons face à des problèmes de conservation de certains supports dont les technologies sont obsolètes (archives cinématographiques, radiophoniques et vidéo). Certains appareils de lecture n'existent plus. Les bâtiments de conservation ne sont pas adaptés, et certaines archives sont menacées de disparition. Il nous faut agir vite. Dans les années 1980, nous avons confié au Centre national de la cinématographie (le CNC, désormais appelé Centre national du cinéma et de l'image animée), une institution spécialisée française, nos films sur support nitrate dont le principal défaut est de prendre feu spontanément. Parmi les fonds restés dans les locaux de l'UNESCO, des bobines de films datant des années 1950 sont maintenant sévèrement atteintes par le syndrome du vinaigre, un phénomène de dégradation qui affecte les films en acétate de cellulose, et entraîne une détérioration chimique qui produit une odeur de vinaigre. Nous estimons que 30% des films des archives de l'UNESCO sont en danger imminent de destruction et qu'ils doivent être numérisés au plus vite. À cela s'ajoutent des défis de conservation liés à l'obsolescence des supports et à la difficulté de trouver des appareils de lecture.

Avec l'aide de la Délégation française auprès de l'UNESCO, nous avons fait inscrire un projet de décision au Conseil Exécutif (à sa 219<sup>e</sup> session) invitant les États membres à aider à la préservation des archives de l'UNESCO. Cette décision a reçu le soutien d'une quarantaine d'États membres. Nous espérons que cette initiative donnera plus de visibilité à ces défis, et qu'elle permettra d'obtenir des moyens pour préserver les archives. À ce jour, seuls 5% des archives ont été numérisés, et nous faisons face



Thomas Chanussot

à divers problèmes de conservation, notamment en raison de l'inadaptation des bâtiments où ces archives sont stockées.

**L'UNESCO explore actuellement l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la gestion de ses archives. Quels sont les projets concrets en cours de développement dans ce domaine ?**

La rapidité de l'adoption de l'intelligence artificielle (IA), début 2023, a pris beaucoup d'organisations de court. Au niveau de l'UNESCO, nous commençons à identifier des bénéfices tangibles, particulièrement en termes d'accessibilité de l'information et d'aide à la productivité.

Dans le cadre des archives, nous avons identifié deux grandes catégories d'usage. Nous avons commencé des expériences à DBS ainsi qu'avec des chercheurs et des universitaires.

En premier lieu, l'IA peut faciliter l'automatisation et l'accélération des tâches archivistiques telles que la classification, l'indexation et la numérisation. À titre d'exemple, nous testons la transcription multilingue des enregistrements audio d'archives. Cela nous permettra, à terme, de rendre accessibles et d'indexer des milliers d'heures d'enregistrement de conférences depuis 1945, dont le contenu nous est pour le moment difficile d'accès. Cette technologie est maintenant performante, et permet de gagner du temps. Elle n'est cependant pas parfaite, et peut rencontrer des difficultés à interpréter correctement des noms. Il nous faut ainsi développer un système d'IA « UNESCO » qui connaisse nos acronymes et nos idiosyncrasies, et qui saura les transcrire correctement. Nous avons aussi expérimenté la reconnaissance d'images sur des archives photographiques de la campagne d'Abu Simbel. Là encore, l'IA fait un bon travail de complément

des métadonnées, elle sait parfois reconnaître des lieux et décrire des scènes, mais une intervention humaine est toujours nécessaire pour cataloguer les dates, par exemple.

Le deuxième usage de l'IA dans les archives est la vulgarisation et l'amélioration de l'accès à l'information. Pour démontrer ce potentiel, DBS a élaboré des prototypes de *chatbots*, que l'on pourrait comparer à des « assistants virtuels », et qui sont des programmes informatiques conçus pour simuler une conversation avec un être humain. Ceux-ci ont été « nourris » avec des collections de la plateforme UNESDOC. Ces *chatbots* peuvent répondre, dans n'importe quelle langue, aux questions des utilisateurs, par exemple sur le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM), ou sur l'Histoire générale de l'Afrique. L'IA a été spécialement configurée afin d'apporter des citations précises pour chaque contenu fourni. Cette fonctionnalité de citation offre aux utilisateurs la possibilité de vérifier la source de l'information, assurant ainsi la transparence et l'authenticité. Cela représente un potentiel énorme sur le trésor de connaissance contenu dans UNESDOC (plus de 380 000 publications). Là encore, il y a cependant des limites : le *chatbot* a du mal à interpréter certaines données (cartes et tableaux), et peut « se perdre dans le temps » sur des séries de rapports s'étalant sur plusieurs dizaines d'années.

**La numérisation des archives de l'UNESCO offre un potentiel important pour la diffusion des savoirs et la promotion des idéaux de l'Organisation. Comment l'UNESCO peut-elle tirer parti de cette numérisation pour toucher un public plus large et mieux faire connaître ses missions ?**

La numérisation des Archives de l'UNESCO a commencé il y a très longtemps, mais l'ubiquité d'Internet ces dernières années rend cette opération d'autant plus nécessaire. Avec la crise du Covid, nous avons vu l'importance de pouvoir accéder à l'information depuis n'importe où dans le monde, en particulier lorsqu'il n'est plus possible de se déplacer. Aux archives, le nombre de demandes de chercheurs en ligne n'a cessé d'augmenter depuis 2019, bien que le nombre de chercheurs se déplaçant physiquement à l'UNESCO soit presque revenu à son niveau pré-2019.

Il s'agit surtout de bâtir des ponts numériques, permettant aux chercheurs de pays du Sud, aux services d'archives des organisations internationales, et aux services des États membres d'accéder aux fonds d'archives depuis leurs pays ou leurs lieux de travail.

Le volume d'archives restant à numériser est impressionnant, mais certains documents clés de

notre histoire sont déjà en ligne : les instruments de ratification des États membres, par exemple, ont été mis à la disposition de ces derniers, alors qu'ils avaient disparu de leurs propres archives. Les archives de l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI) ont été mises en ligne en 2020, tandis que l'ONUG publiait les archives de la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI). Ces deux fonds se complètent et donnent accès à une page de l'histoire de la Société des Nations.

Trouver des financements pour la numérisation reste un défi majeur. Pour cela, les États membres nous accompagnent. Le Japon, la France et Monaco ont été des contributeurs importants.

Une fois les données numérisées, il nous faut garantir leur pérennité ainsi que l'infrastructure de leur stockage. Les serveurs et les supports de stockages traditionnels sont progressivement remplacés par des infrastructures « cloud », plus efficaces en termes énergétiques, plus résilientes aux cyberattaques et aux catastrophes pouvant impacter un data center. L'UNESCO a déjà commencé cette migration qui permettra de déployer des innovations telles que les outils d'IA décrits plus haut. Il s'agit ici de défis techniques et financiers majeurs que l'UNESCO se doit de relever avec l'aide de ses partenaires.

**Thomas Chanussot, pour conclure, quelles perspectives voyez-vous pour l'avenir de la mémoire institutionnelle de l'UNESCO à l'ère du numérique ?**

Lors de notre précédente campagne de numérisation, nous avons expérimenté un travail collaboratif en ligne permettant à des bénévoles dans 123 pays du monde d'indexer 5 000 photographies. Nous avons également mobilisé un groupe de retraités de l'UNESCO pour valider les

indexations entrées par les bénévoles. Cet exemple de collaboration était nécessaire et fastidieux. Aujourd'hui, un tel travail bénéficierait des facilités offertes par les outils de l'IA, et prendrait très peu de temps. En effet, les outils d'IA, dotés d'une puissance de traitement et d'analyse sans équivalent, permettent d'automatiser des tâches fastidieuses telles que l'indexation et la reconnaissance d'images, réduisant ainsi considérablement le temps et les ressources nécessaires à la numérisation de vastes archives.

Nous entamons une transition technologique majeure avec des implications philosophiques et morales que notre Organisation essaie de réguler à travers un ensemble de règles adoptées par les États membres. Prenant donc en compte les aspects bénéfiques de cette technologie, les archives de l'UNESCO essaient de garantir l'accessibilité de l'information à tous, conformément au mandat de l'Organisation. Ce programme passe par l'accélération de la numérisation pour permettre l'accès au plus grand nombre, et la mise en place de plateformes numériques modernes, faciles à utiliser, sécurisées et accessibles à tous. Dans cette dernière, l'IA peut représenter une avancée majeure en permettant de rendre de larges volumes de données accessibles facilement de n'importe où, à travers une simple interface de consultation.

Gardiennne de la mémoire collective de l'humanité, l'UNESCO se trouve à la croisée des chemins d'une transition technologique majeure. Etant depuis plusieurs années à l'avant-garde de la recherche sur l'éthique et l'IA, nous nous devons donc d'appliquer en interne avec diligence les recommandations faites aux États membres et aux chercheurs.



*Séance de validation des indexations effectuées par les retraités de l'UNESCO*

# ALICE MILLIAT

## Et le long combat pour la participation des femmes aux Jeux Olympiques

Claudine Monteil

Conseillère à la Commission nationale française pour l'UNESCO, présidente de l'association Femmes Monde

Comme ce fut le cas pour l'accès des femmes au droit de vote (processus qui a nécessité près d'un siècle de combats féministes dans le monde), la participation des femmes aux Jeux Olympiques a fait l'objet d'obstacles et de discrimination de la part des hommes en charge de ces Jeux. Cette année 2024, durant laquelle les Jeux Olympiques se sont déroulés à Paris, en août et septembre, restera celle où, pour la première fois dans l'histoire des Jeux, le nombre de femmes athlètes engagées dans les épreuves aura été à parité avec celui des hommes.

Pour mémoire, c'est le français Pierre de Coubertin qui, dans la volonté de faire renaître les jeux antiques (nés à Olympie en 776 av. J.-C. et poursuivis jusqu'en 393 apr. J.-C.), a créé les Jeux Olympiques de l'ère moderne. Ces premiers Jeux, entièrement voués aux athlètes masculins, eurent lieu à Athènes en 1896, puis à Paris en 1900. C'est également à une Française, Alice MILLIAT (5 mai 1884 – 19 mai 1957), que les femmes doivent d'avoir enfin été partie prenante aux Jeux, dans le monde très fermé du sport masculin. Alice Milliat est née à Nantes, dans un milieu d'origine modeste. Après son mariage et le départ du couple pour Londres, elle constate outre-Manche la place plus importante qu'occupe le sport dans la vie des femmes britanniques. Elle réalise alors que le sport est un élément crucial de la libération des femmes. Elle-même s'adonne à l'aviron et au cyclisme. De retour à Paris, elle se lance dans une campagne inlassable pour organiser des « Jeux mondiaux féminins », en dépit des réactions hostiles des responsables masculins des Jeux.

Ses premiers objectifs consistent à permettre à plus de femmes à travers la France d'avoir accès aux sports collectifs, et à fonder des clubs sportifs. Certes, la pratique des sports diffère alors selon les classes sociales, le tennis étant ainsi réservé aux femmes de milieu social très favorisé. Mais pour Alice Milliat, il s'agit de toucher le plus grand nombre de femmes. En pleine Première Guerre mondiale, elle crée en 1917 la Fédération des sociétés féminines sportives de France (FSFSF), dont elle devient d'abord trésorière, puis secrétaire générale en juin 1918, et enfin présidente en 1919. Au printemps 1918, alors que la guerre fait encore rage, elle organise dans les bois de Chaville, près de Paris, un cross pour les jeunes filles. Sous les applaudissements de la foule, c'est un succès. Elle va aussi lancer des matchs de basket et de football

féminin en France, malgré les réticences et les critiques. Grâce à son action, la femme sportive n'est plus un concept, mais une réalité.

Durant la guerre, les femmes ont prouvé leurs capacités physiques et leur courage, en ayant remplacé les hommes dans les usines et dans les champs. Après l'Armistice, le 11 novembre 1918, une soif d'émancipation et de liberté anime de nombreuses jeunes femmes. Forte de ses succès et de la création de nouveaux clubs sportifs féminins, elle demande au CIO d'inclure des épreuves féminines d'athlétisme aux Jeux Olympiques prévus en 1924. Pierre de Coubertin refuse avec mépris, ces Jeux sont une seule affaire d'hommes. Sa misogynie sera tenace.

Alice Milliat ne se décourage pas. Elle fonde un journal, *La Femme sportive*, et a recours à des projets d'envergure internationale. Elle estime en effet qu'il faut donner aux femmes l'occasion de s'exprimer et de briller hors des frontières. En 1920, alors qu'en Angleterre, grâce aux suffragettes, les femmes accèdent enfin au droit de vote et sont éligibles aux sièges municipaux et législatifs, comme dans les pays nordiques, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Tchécoslovaquie, Alice Milliat va s'engager plus encore en faveur d'un féminisme sportif, comme le droit au sport et le droit fondamental à la santé. Se dépenser physiquement, c'est acquérir de la force pour son corps, et aussi s'assurer un meilleur équilibre psychologique. Le 31 octobre 1920, plus de 10 000 personnes enthousiastes se rendent au Stade Pershing, à Vincennes, pour assister au premier match international féminin de football disputé en France.

La pionnière du sport féminin annonce en 1920 une gigantesque tournée de football féminin français sur le sol anglais, de Preston à Manchester. Ce sont des stades remplis qui ovationnent les jeunes footballeuses françaises, émues car habituées à jouer en France devant des stades vides. Après ce succès outre-Manche, Alice Milliat décide de créer la première Fédération sportive féminine internationale (FSFI). Au début, celle-ci ne comprend que cinq pays, mais l'objectif est clair : il s'agit de régir le sport féminin à l'échelle internationale.



Alice Milliat effectue une deuxième demande auprès du CIO afin que les sports pratiqués par les femmes dans cette Fédération soient acceptés pour les femmes au sein des Jeux Olympiques. Comme en 1919, la pionnière des Jeux féminins essuie un refus catégorique pour 1920 et pour les Jeux suivants de 1924. Ces refus renforcent sa détermination : dans ces conditions, elle va, avec d'autres associations et des femmes proches d'elle, organiser leurs propres Jeux, uniquement féminins. Elle fixe avec provocation une date, à l'encontre des responsables masculins du CIO. Ceux-ci sont furieux. En effet, les Jeux mondiaux féminins auront lieu à Paris en 1922, soit deux ans avant les Jeux Olympiques prévus à Paris en 1924 ! Les responsables du CIO vont humilier les organisatrices. Quinze jours avant l'événement, alors que Paris est recouvert d'affiches et que les délégations arrivent, ils ordonnent à Alice Milliat et à la Fédération l'utilisation du qualificatif « olympique ». Mais ils n'avaient pas prévu que les médias seraient choqués d'une telle mesquinerie.

C'est donc contre l'avis du CIO et avec le soutien de la presse (notamment avec le patronage du journal *L'Auto*, principal quotidien sportif de l'époque) qu'elle inaugure, le 20 août 1922, les premiers Jeux Olympiques féminins contemporains, en présence du Tout-Paris et des ambassadeurs des pays concernés. La cérémonie a lieu au cœur du bois de Vincennes, dans le stade Pershing rénové et agrandi : il peut accueillir 30 000 spectateurs sur les gradins. Ce sera un succès exceptionnel pour les sportives françaises, américaines, britanniques et d'autres pays, et également pour une Japonaise. Pas moins de 18 records du monde féminins sont établis ou battus. La France finira troisième du classement des nations, derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne qui ont dominé cette journée historique dans les quelques disciplines autorisées – saut en hauteur, course à pied, saut en longueur, javelot, poids, 1 000 m –. Mais les articles de presse ne sont pas aussi positifs qu'Alice Milliat aurait pu l'espérer, compte tenu de l'enthousiasme surgi des gradins. La misogynie s'y exprime.

Cependant, depuis ce 20 août 1922, les femmes ont gagné leur indépendance sur le plan sportif. Alice Milliat emmène les footballeuses à travers plusieurs pays européens où elles sont acclamées. Mais après un séjour plus chaotique à Lisbonne, elle est attaquée pour son autoritarisme alors qu'elle a réussi, durant sa présidence de la Fédération sportive féminine de France, à faire passer la France, qui n'avait que trois clubs féminins, de 400 à 10 000 licenciées. Des problèmes de santé l'empêchent de continuer à présider les deux Fédérations. Elle se consacre alors à la Fédération sportive féminine internationale, que de nombreux pays rejoignent. Alice Milliat prépare d'arrache-pied les deuxièmes Jeux Olympiques féminins, prévus en 1926 à Göteborg, en Suède, qui assembleront deux fois plus de pays qu'en 1922, se dérouleront sur trois journées, et compteront 12 épreuves. Mais le successeur de Pierre de Coubertin, le Belge



Henri de Baillet-Latour, aussi pointilleux que le Français, exige que soit trouvé un autre adjectif qu'« olympique ». À trois semaines des Jeux féminins de Göteborg, à la demande des États membres et en accord avec le CIO, l'athlétisme féminin passe officiellement sous pavillon masculin, mettant ainsi Alice Milliat devant le fait accompli. Malgré tout, le 26 août 1926, les Jeux mondiaux féminins sont ouverts à Göteborg, en présence d'Alice Milliat. Durant trois jours, les Françaises vont briller, et la France sera à la deuxième place du classement des nations, derrière les Britanniques. La Japonaise Kinue Hitomi, seule représentante de son pays, suscite l'enthousiasme : victorieuse au saut en longueur, elle est vice-championne olympique au disque, et troisième aux 100 yards. Elle reçoit la médaille de la meilleure athlète, et est portée en triomphe par l'équipe suédoise. Alice Milliat voit enfin son action courageuse et inlassable porter ses fruits. Elle sent que les femmes commencent enfin à être reconnues sur le plan sportif.

En 1928, c'est ce que confirment les Jeux Olympiques d'Amsterdam : Alice Milliat sera la première femme membre du jury olympique. Reconnaissance au goût amer, tant Sigfrid Edström, organisateur suédois des Jeux Olympiques, affirme dans les médias que c'est à lui seul que revient le mérite d'avoir permis aux femmes d'intégrer les Jeux Olympiques, alors réservés aux athlètes masculins. Quand on connaît le combat sans relâche d'Alice Milliat en faveur de cette cause, ainsi que les brimades essuyées de façon répétée et le refus d'accorder le moindre financement aux athlètes féminines, il s'agit, en réalité, d'une réécriture de l'Histoire.

Bien que les résultats soient très médiocres

pour les Françaises, Alice Milliat songe déjà aux Jeux mondiaux féminins qui se tiendront en 1930 à Prague, et qui compteront deux fois plus de sportives, même si les États-Unis en seront absents afin de réserver leur énergie et d'augmenter leurs chances de médailles aux prochains Jeux Olympiques de Los Angeles, prévus en 1932. Mais l'absence de médailles françaises fait fuser les critiques lors du retour de la délégation française à Paris, et soulève un tollé contre elle, désignée comme responsable de ces échecs. En réalité, le nœud du problème contre lequel se bat systématiquement Alice Milliat est toujours lié à nécessité d'un effort financier, si difficile à obtenir. Sans succès, elle doit opérer des coupures dans le budget, qui ne permettent plus aux jeunes athlètes françaises de se rendre sur les lieux des compétitions internationales. Cette question budgétaire (une inégalité et une injustice à l'égard des athlètes françaises) est encore manifeste dans les budgets en 2024.

Après plusieurs interventions chirurgicales, Alice Milliat se rendra à Londres le 9 août 1934, aux Jeux mondiaux féminins, dont elle devine qu'ils seront les derniers auxquels elle pourra assister. En mars 1935, elle cède son siège de présidente de la Fédération sportive féminine de France. En 1936, elle démissionne de la Fédération sportive féminine internationale. Aux Jeux Olympiques de Berlin, le Comité international olympique a voté l'ajout du 200 m, du poids et du saut en longueur avec élan, portant à neuf le nombre d'épreuves ouvertes aux femmes, soit quatre fois plus qu'aux Jeux Olympiques d'Amsterdam en 1928. Les Jeux mondiaux féminins disparaissent alors, et c'est enfin après-guerre, en 1946, que le principe de mixité est adopté en faveur des femmes. Il aura donc fallu deux guerres mondiales et le combat sans relâche d'Alice Milliat pour que les femmes soient reconnues pour leur compétence sportive.

Mais cette compétence demeurait encore limitée, nombre d'épreuves étant alors interdites aux femmes, notamment les compétitions cyclistes et le football.

Ayant quitté ses fonctions dans les fédérations, Alice Milliat gagne sa vie comme secrétaire et traductrice, habitant sur la rive Gauche de la Seine, puis près de la place Pigalle. Elle s'éteint le 19 mai 1957, à soixante-treize ans, dans une maison de retraite de la Fondation Rothschild, et est enterrée discrètement à Nantes. Elle n'aura pas l'occasion de voir son combat reconnu. Tous les quatre ans, de nouvelles épreuves sont admises pour les femmes, mais ce n'est qu'à partir de 1984, grâce à l'action des mouvements féministes occidentaux réclamant plus d'égalité et de parité, qu'à Los Angeles les femmes auront le droit de participer à 17 épreuves. Plus de cent ans après les Jeux mondiaux féminins de 1922, les femmes obtiennent enfin, pour les Jeux Olympiques de Paris de 2024, la parité. Il aura fallu cent ans, soit cinq générations, aussi longtemps que pour le droit de vote des suffragettes françaises, pour qu'enfin il y ait à Paris le même nombre d'épreuves pour les hommes et pour les femmes, et le même nombre d'athlètes féminines que d'athlètes masculins. Ultime honneur, outre un timbre, un site intramuros des JO de Paris porte le nom d'Alice Milliat, sans pour autant que ce nom ait été donné à un boulevard ou à une avenue. Pourtant, elle le mérite tellement. Tant pour ce que lui doivent, non seulement les Françaises, mais aussi les femmes du monde entier.

*Note de l'auteur :*

*Ce texte doit beaucoup à la très bonne biographie de Sophie Danger, Alice Milliat, la femme olympique, Éditions Les Pérégrines, coll. Les Audacieuses, Paris 2024.*



# AMADOU MAHTAR M'BOW (1921-2024)

Hommage au pédagogue universel des  
racines profondes  
Doudou Diène

La sagesse africaine ancienne nous enseigne que « dans la forêt, quand les branches des arbres se querellent, leurs racines s'embrassent ». Les branches symbolisent la riche diversité des peuples du monde, les racines, les valeurs universelles qui fondent l'unité de leur humanité commune. Les troncs des arbres sont les sociétés, les lieux de vie où, dans la tension permanente, l'unité de leur humanité illumine la diversité de leur identité plurielle. Dans l'angoisse de l'expérience de la guerre, de la prégnance profonde de l'inhumanité qu'elle traduit, derrière le masque et la posture d'une prétendue civilisation, les pères et mères fondateurs de l'UNESCO déclarèrent dans son Acte constitutif, avec une conviction certainement tremblante : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Face à l'hécatombe de la Première Guerre mondiale, Sigmund Freud avait déjà lancé un avertissement à la civilisation occidentale : « Le problème n'est pas que nous soyons tombés aussi bas, mais que nous n'ayons jamais été aussi haut que nous le pensions. »

Dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, Amadou Mahtar M'Bow a reconnu la sagesse africaine qui l'a nourri : *Neet neeteye garabam*, ce qui signifie L'humain est le remède de l'humain. Le Directeur général qu'il est devenu a inscrit cette valeur fondamentale au cœur de son mandat, donnant sens et substance à l'humanité qui irrigue et éclaire le « vivre ensemble » du peuple sénégalais, dans l'interfécondation permanente de ses communautés. « L'éducateur aux pieds nus » du programme libérateur « L'Éducation de base » – qui a fleuri dans les interstices de la domination coloniale de l'époque – a en permanence puisé dans les valeurs de sa société traditionnelle. À l'école de la vie des villages du Sénégal profond, s'est alors forgée en lui une éthique universelle d'écoute, de partage et de respect de l'Autre. La « solidarité morale et intellectuelle », valeur fondatrice de l'UNESCO, a donc fait résonance dans toute sa personne.

L'expérience de l'inhumanité coloniale et de la violence raciste de la Seconde Guerre mondiale a suscité, dans les profondeurs de sa conscience d'homme, une interrogation ontologique, comme chez les fondateurs de l'UNESCO, sur la réalité et la signification profonde du concept de « civilisation ». À ce concept, qui a légitimé la « mission civilisatrice » dont s'est drapée la colonisation européenne pour dominer et exploiter – et dont son peuple a été victime –, Amadou Mahtar M'Bow a répondu au cours de son mandat en tant que Directeur général par la proclamation du « Temps des peuples » et la promotion, par l'éducation, la science, la culture et la communication, de la construction de « l'humanité commune » des racines universelles qui s'embrassent dans la diversité de leur expression.

Centralité de l'éthique, promotion du patrimoine commun de l'humanité, respect de la vérité historique, construction permanente du consensus entre nations, justice, égalité



pluralisme... Amadou Mahtar M'Bow a convoqué toutes ces forces essentielles au rendez-vous du « vivre ensemble » que l'UNESCO a la vocation unique de construire. Deux actions majeures de ses mandats en témoignent, qui resteront inscrites dans la mémoire éthique de l'Organisation : le refus de licencier les fonctionnaires de nationalité américaine après le retrait de leur pays de l'UNESCO, la défense sans faille des fonctionnaires arrêtés par leur gouvernement, et la libération de militants politiques détenus par les dictatures militaires d'Amérique du Sud. Souvent, dans la plus haute solitude, il est « resté debout au milieu de la tempête », selon la belle formule du poète turc Nâzım Hikmet, habité par le diom (dignité et courage) de son peuple. Jamais il n'a séparé son savoir d'intellectuel de la sensibilité de son cœur.

Conscient de la construction à bas bruit d'une société mondiale de contrôle et de surveillance, Amadou Mahtar M'bow s'est alors engagé pour que l'UNESCO donne, grâce à ses programmes, sens et substance à ces valeurs de justice, d'égalité et de pluralisme, afin de dévoiler les nouveaux masques de la domination intellectuelle et idéologique qui proclame le caractère inéluctable d'un conflit des civilisations et de la fin de l'Histoire. Le mandat ontologique et fécond de l'UNESCO – « [...] c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix » – a ainsi toute sa légitimité. C'est, en effet, sur le terrain intellectuel et éthique de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication que doivent être édifiés les contrefeux aux concepts toxiques dominants de surdétermination des valeurs matérielles du « marché », de clôtures identitaires comme le « grand remplacement », qui nourrissent les agendas politiques de partis et de mouvements d'extrême droite, aujourd'hui aux portes du pouvoir dans un nombre croissant de pays. Ce sont ces mêmes forces de domination et d'influence que les États membres demandèrent au Directeur général Amadou Mahtar M'Bow de combattre par le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

Ainsi, dans le temps long de son histoire, l'UNESCO est au défi de redonner vie, sens et substance à la « solidarité morale et intellectuelle » que son Acte constitutif a proclamée comme valeur centrale de construction de la paix dans l'esprit des hommes. Le successeur et ami d'Amadou Mahtar M'Bow, Federico Mayor, a quant à lui creusé encore plus profondément ce sillon fécond, en valorisant une éthique de la résistance par le biais du programme « Culture de la paix ».

Pour l'heure, l'UNESCO doit inscrire dans son champ de réflexion et d'action la nécessité intellectuelle, historique et éthique de « problématiser » le concept de « civilisation », et de promouvoir la valeur ontologique et intemporelle de « l'humanité ».

## Hommage

### JACQUES DELORS (1925-2023) AND UNESCO

Alexandra Draxler, Secretary of the Delors Commission and its follow-up 1993-2000



When Jacques Delors died in 2023 aged nearly 100, there was nationwide recognition in France of his towering, still oh-so-discreet, place in French and European history of the second half of the twentieth century. His background, vast achievements and influence can easily be found on line. This text is a homage from the perspective of his association with UNESCO.

Delors had a strong worldview that embraced social consciousness and responsibility. He also recognized (unlike many thinkers and politicians) that incremental change is as important, if not more so, than destruction, however creative the latter might be, intentionally or unintentionally. He was not one for big statements or displays of power where he played the main role. He often cited one of Gramsci's letters from prison: "I'm a pessimist because of intelligence, but an optimist because of will". Delors' affiliation with UNESCO was a sideline to his immense portfolio, but it was not trivial to him or to UNESCO.

In the early 1990's the Director General of UNESCO, Federico Mayor, felt it would be time to revisit UNESCO's thinking on education, twenty years after the publication of *Learning to Be*. In 1993, he managed to interest Jacques Delors in presiding a new UNESCO education commission, although Delors was still the President of the European Commission. The UNESCO International Commission on Education for the Twenty-first Century had fifteen members, chosen jointly by Delors and Mayor. It was a modest affair. We decided on a meeting in each of the UNESCO regions (Africa, Arab States, Asia and the Pacific, Europe and North America, Latin America and the Caribbean), a few seminars, and a series of consultations and submissions by writing, over a year and a half.

Delors had a lifelong interest in education, and in lifelong education. He completed a higher education degree after working for several years and was keenly aware that this opportunity was scarce for most people in France. As an advisor to a French prime minister, he spearheaded path-breaking legislation obliging businesses with more than ten employees to set aside funds for in-service training and learning. It was his guidance and inspiration that resulted in the EU student exchange program Erasmus and its subsequent programs at higher and secondary levels. He was committed to a vision of society that went beyond the economic to embrace and encourage social and cultural ties within and among countries of Europe. So, although his acceptance to fit UNESCO into his packed schedule was somewhat surprising, it turned out to be utterly in character.

His stewardship was, as I quickly learned, a mix of both intense interest and careful priority-setting. When he scheduled time for a meeting of any kind, he was engaged, available and quite informal. He had a reputation for a fiery temper that I never witnessed, possibly because the UNESCO Commission did not have much crisis embedded in it, unlike the European Commission daily functioning.

I retained some of my most valuable life lessons from this period. Delors was a born teacher, asking questions rather than giving instructions. Instead of criticism, he tended to keep on questioning until one understood having made errors of assumption or neglected known facts or approaches. His interactions with peers were the same. He was self-confident enough never to belittle people who worked with him, and on the contrary chose to publicly express appreciation for what he considered good performance or insights. He never missed an opportunity to learn. A chauffeured ride with airline staff from the executive lounge to the airplane was an opportunity for him to make contact with the

chauffeur and ask questions about her work, training, or aspirations. An unknown item on a menu in Santiago de Chile elicited questions to the waiter that ranged from cuisine to agriculture. He definitely had a sense of humor. Once, in a pause in an intense working meeting he asked me "So tell me, what really turns you on?" I replied, truthfully, "Being around people who are more intelligent than me". He chuckled and said, "Well then, you won't often be bored in life." He had some very typically French areas of personal interest, among which were cinema, jazz (and French "chansons") and cycling. He would occasionally decorate a professional discussion with a reference to something from his vast private knowledge bank, a line from a song or a movie, perhaps, or a quotation from a cycling champ.

For the first meeting of the Commission, in Paris, Delors decided on an open agenda. We had, I believe, five or six hours, that began with Delors' question: "How would you define modernity?" Some shuffling of seats ensued and then he went around the table. At first, it seemed an incongruous question to ask, but it quickly became obvious that it was THE question. It motivated each member of the Commission to place their comments on education into a context of change. We heard, in consequence, the expectations of each for the trajectory of their particular group of interest (nation or region), and how education could both stimulate and fit into the changes that would/could be anticipated or needed. It also produced a sense of group effort.

The Commission proceeded through its year and a half. A few members were inactive almost from the beginning. The core group became quite close as we corresponded, met and collaborated over the eighteen-month period. We had, of course, as with any far-flung group of people who don't know each other well, some crises (missed deadlines, disagreements both fundamental and trivial, logistics, and personality differences). But also, more than a few lasting friendships resulted from our joint endeavor.

When the time came to deliver the final report from drafts by several authors, there were some issues about parts of the text and the central messages. Delors, a few days after the last meeting and some difficult discussions, appeared with an executive summary he had written over the weekend that brilliantly encapsulated what everyone had agreed upon and provided a set of guideposts that we issued as both the executive summary and a separate publication. For the final version we also innovated, offering each Commissioner the opportunity to write a brief note complementing the main text with their own specific observations, that were published in annex. This was a unique initiative for a UN

report, where there has been a history of dissent that detracted from the overall effort. The report itself was published in more than thirty languages (China's Ministry of Education said it printed a million copies of the executive summary). I didn't keep exact track of how many countries had national and more local seminars on the future of education based on the report, but they were held in every region at both national and sub-national level. We had official follow-up seminars in several countries and half a dozen of the Commissioners devoted considerable time to promote the report in the form of publications and speeches.

Delors continued to champion the report after its publication and even after he retired from the European Commission responded to requests for speeches and writings on education. True to his Gramscian approach, he championed UNESCO without thinking the institution or its actions could ever be more than a precious increment in the grand scheme of things. His job, as he described it, was to keep piling up increments.

He kept up contact with UNESCO to the end of Mayor's term in 1999. UNESCO was extraordinarily lucky to have him associated with it.

Homage

## EDGAR REICHMANN

(1929-2023)

Odile Blondy

J'ai perdu un ami, Edgar Reichmann, rencontré à l'UNESCO voilà 40 ans.

Il était l'illustration parfaite du fonctionnaire onusien de sa génération, lettré, cultivé, polyglotte et, de surcroît, d'une grande courtoisie.

Né le 4 août 1929 à Galati, en Roumanie, fils de la Mitteleuropa et de l'Orient, reconnaissant envers la monarchie des Hohenzollern d'avoir protégé sa communauté, il prit la décision en 1957 de rejoindre ses parents déjà installés à Paris.

Son départ vers la France est un kaléidoscope de mots qui sonnent : l'arrachement, l'obtention de son visa de sortie sur une feuille de route, "un *stück* exporté", l'exilé, l'émigré et, enfin, l'heureux détenteur de sa carte d'identité française et d'un passeport français.

Plus tard, il voyagea avec le passeport bleu des Nations Unies, sans pour autant que s'effacent les stigmates liés au souvenir des chemins insensés qu'il avait traversés pour arriver en France, pays des libertés.

Je le revois marchant toujours d'un pas allègre, dans les couloirs de l'UNESCO, toujours pressé, ses yeux bleus pétillants et rieurs. Son sujet de prédilection : son poste en Côte d'Ivoire, pays qu'il adora. Il tricotait ses souvenirs d'un pays où il n'avait aucune histoire.

Après son départ de l'UNESCO, il continua d'écrire ses livres, aux beaux titres choisis, ses articles dans *Le Monde des livres* et la revue *L'Arche*. Son jardin secret était l'écriture, dans la langue de la liberté, le français qu'il maniait avec une élégance folle. Il dévorait les livres. C'était un esprit curieux, passionné.

Ces dernières années, je lui rendais souvent visite. Il me questionnait beaucoup sur l'UNESCO. Il avait été ravi d'apprendre la nomination au poste de Présidente de la Conférence générale,



de S. Exc. Madame Simona-Mirela Milucescu.

Je pense qu'il aurait beaucoup aimé la rencontrer et converser avec elle de la Roumanie, le pays où ils sont nés, en dégustant des *papanași*.

*Parmi ses livres :*

Le dénonciateur (*Buchet-Chastel, 1962*)

Le rendez-vous de Kronstadt (*Belfond, 1984*)

Rachel (*Belfond, 1987*)

# NOS COLLÈGUES DÉCÉDÉS

## 2022

Honorat AGUESSY	15-09-2022	Nelly HARDOUIN	18-12-2022	Jean PATIN	11-07-2022
Nîmet BAIYOU	13-07-2022	John HARGER	14-12-2022	Khamseng PHOUANGSAVATH	26-11-2022
Charles BARABAS	21-12-2022	Wilfried GILBRICH	17-11-2022	Juliette PORTALIER	19-12-2022
Patricio BERNAL	11-10-2022	Pierre GUITTON	03-12-2022	Serena POISSON	13-11-2022
Tansy BLEASDALE	05-09-2022	John HARGER	14-12-2022	Josiane RICARD	13-11-2022
Nicolas BODART	08-11-2022	M. HERVE	30-12-2022	B. SCOTTO	28-12-2022
R. C. BONET	11-09-2022	Salwa HAJJAR	01-04-2022	Nurjehan ?	08-10-2022
Elsie BOOTH	13-10-2022	Eva KRAS	18-09-2022	Nigist Tesfamariam SEBHAT	26-12-2022
Madeleine BRIGAUT-ROBERT	15-08-2022	A. KRONFLI	03-11-2022	Georges SERVAT	05-07-2022
Edgardo Nestor CANTON	15-08-2022	Aderemi KUKU	13-02-2022	Shkuntala SHARMA	28-12-2022
John CELECIA	06-10-2022	Ratimir KVATERNIK	02-10-2022	Colin SHEARMUR	08-12-2022
Odette CHAGNAT	22-10-2022	Munisvamappa LAKSHMANAN	20-12-2022	Hans STELTEN	15-11-2022
Claude CHATEL	05-10-2022	Raymonde LALEAU	14-12-2022	Julie STEPANKOVA	22-12-2022
Mervyn CLAXTON	12-04-2022	Birgitta LEANDER	10-12-2022	Shide TAN	08-12-2022
Claudine CROS	23-22-2022	Francisca MARI	05-12-2022	Kiyoshi TAKAHASHI	24-12-2022
Quentin CUNG	31-12-2022	Kate MENSHAH	23-09-2022	Nigist TEFAMARIAM SEBHAT	26-12-2022
Hamadi DIA	24-11-2022	Michel MIR	11-07-2022	Robert Vesituluta YOUNI	30-11-2022
Fouad EL-BOUSTANI	17-11-2022	Margaret MULLER	25-10-2022		
Thelma ELEY	30-08-2022	Françoise NICOLLET	12-09-2022		

## 2023

Carmen ABDELSHADID	11-01-2023	Josette ERFAN	13-06-2023	Brigitte MORTIER	03-04-2023
Nour-Eddine ABED	28-03-2023	Anne-Marie ESWAY	28-02-2023	Chandran NAIR	18-09-2023
Robert ACKERMANN	06-02-2023	Delphine FAYE	28-02-2023	Sylvia PALMA	10-01-2023
Comlan AKPLOGAN	17-06-2023	John Camillus FENESSY	21-05-2023	Eva PALMIRO	06-05-2023
Hassan ALIDOU	10-06-2023	Juan Arsenio FERNANDEZ-PEREZ	30-06-2023	Jean-Guy ROBERT	14-01-2023
Usama AL-MALLAH	19-01-2023	Vittoria FRESCO	08-06-2023	Pio RODRIGUEZ	02-08-2023
Dimitri ARGYROPOULOS	27-03-2023	Roger GEANITON	15-01-2023	Danielle ROUX	08-02-2023
Paulo ASRAT	02-08-2023	Gail Aldyen GLADWELL	21-05-2023	Cuyugan RUBEN SANTOS	21-08-2018
Sheila BENNETT	08-06-2023	Micheline GREGORY	18-12-2023	M. SAADALIN	08-01-2023
Gilles BERENGER	14-08-2023	Nicole GUIRAUD	03-06-2023	Demba SAGNE	09-04-2023
Nan BURLESON	02-04-2023	Raquel HAZIZA	20-04-2023	Graciela SAMUELS	10-08-2023
Jette BALKAN	08-04-2023	Barbara HELOU	12-01-2023	Evelyn SALINAS	03-03-2023
Beatriz Armand Ugon BARIDON	04-02-2023	Nancy HUGHES	12-03-2023	Susana SANGIOVANI	12-02-2023
Varin BENROOSMUN	17-04-2023	E. JACOBSEN	16-05-2023	Anne-Marie SCHWEIGHOFER	16-02-2023
Tilly BRAVERY	26-04-2023	Mary JASPER	22-04-2023	Kirsten SHOULS	06-04-2023
Amara CAMARA	09-09-2023	M. JORGENSEN	29-01-2023	Seth SPAULDING	01-06-2023
Marie-France CHEVALIER	12-08-2023	Hala JOULEOUZEH	03-04-2023	Igor SVINTSITSKY	25-05-2023
Simon CLARKE	15-05-2023	Joan KENT	09-08-2023	Kaivarin TANLAMAI	11-08-2023
Gwyneth DE JONG	21-07-2023	Lounes KHETANE	28-08-2023	April TASH	17-04-2023
Danièle DEVOS	08-06-2023	Yasushi KONO	14-04-2023	Palmira TESONE	23-03-2023
Yvette DULOUP	18-07-2023	André LABROUSSE	15-01-2023	Roland TIBURTINI	13-04-2023
Abdel R. CHABARA	19-03-2023	Bemol LEE Robinson	07-07-2023	Angele VARKADOS	25-01-2023
O. Gouceva-CHERNOBROVKIN	07-11-2023	Carmen LESEUR	10-04-2023	Rita WHITE	08-06-2023
Sidiki COULIBALY	13-06-2023	Micheline LOPEZ	14-01-2023	Abdelwahid YOUSIF	05-05-2023
Ravindra DAVE	29-03-2023	Paz Concepcion LUTZ	19-06-2023	Alexander ZHURAVLEV	17-04-2023
Francisco DE MUR SANCHEZ	11-03-2023	Gisel MANTYNEN English	12-02-2023	Mario ZOLLI	17-04-2023
Sella DE SILVA	09-03-2023	José Antonio MARTINEZ	22-06-2023		
Mustapha EL-ZAATARI	28-05-2023	Fatimetou MINDSID AHMED	18-03-2023		

## 2024

Amira ABDALLAH	17-03-2024	Amadou MAHTAR M'BOU	24-09-2024	Dona Regina W. TENNAKOONGE	15-04-2024
Aboulgader AL ATRASH	05-04-2024	Tereziya Colic MARKOVSKI	03-04-2024	Ginette TERRAZAS	13-04-2024
Abed AMRI	06-04-2024	Federico MAYOR ZARAGOZA	19-12-2024	Hifzi TOPUZ	22-04-2024
Behin-Mehr ARDALAN	13-03-2024	Évelyne NTHEPE	17-05-2024	Hélène TRONEL	16-03-2024
Gabre AYALEW	03-04-2024	Utaka PAILANONTH	19-02-2024	Phanette Marie-J. VAN DER DEN	04-05-2024
C. BREUIL	09-05-2024	Lazare PALIAKARA	02-04-2024	Jean Margaret VAN VLIET	03-04-2024
Nelson CABRAL	17-04-2024	Abdus S. PATWARI	31-03-2024		
Jennifer M. CLARK	18-04-2024	Ada Rosa PENTON PEDRERA	14-05-2024		
Michel de BONNECORSE	12-08-2024	Esther Mercedes PERRAMON	21-03-2024		
Nagalin ETHIRVEERASINGAM	18-04-2024	Walter PITACCO	04-05-2024		
Jacqueline FRAUGER de OYVE	24-04-2024	Lola POGGI-GOUJON	27-03-2024		
Laurette GOSSO-DEPOUX	01-04-2024	Maria Jesus RAMOS PANIAGUA	12-01-2024		
S. Ayyar JANAKIRAM	27-04-2024	Jiries RISHMAWI	09-04-2024		
Bjarne JUNGE	14-03-2024	Fermin SANCHEZ AGUADO	04-02-2024		
Denise KARRER	27-05-2024	Samou SANGARE	23-03-2024		
Joan D. KIDD	25-03-2024	Jacqueline SANT	10-04-2024		
Vassili KOLESSOV	20-02-2024	Ernesto SCHIEFELBEIN	26-01-2024		
Soren T. MALLING	27-04-2024	Anne SCORGIE	07-05-2024		

# SONIA DELAUNAY

An infinite variety of images

Maha Bulos

Abstract artist, fashion designer, graphic designer, successful entrepreneur, godmother of abstraction, explorer of mediums, Sonia Delaunay had, almost simultaneously, all these facets. This frenzy is explained by a conception of art that goes beyond the traditional framework of drawing and canvas to conquer life itself, reflecting her belief in the unity of art and everyday life.

She was a pioneering artist known for her vibrant, abstract works that fused art and design. She explored the interplay of colours and geometric shapes, creating dynamic compositions that emphasized rhythm and movement. Delaunay's innovative use of colour theory and abstraction had a profound influence on modern art and design, making her a key figure in the early 20th-century avant-garde movement.

Sonia Terk Delaunay was born Sarah Ilinitchna Stern on November 14, 1885, in Hradyz'k, Ukraine (then part of the Russian Empire), to impoverished Jewish parents. At the age of five she was entrusted to her maternal uncle Gherman (who later changed his name to Henri) Terk, a renowned and wealthy lawyer in Saint Petersburg. Henri and his wife Anna then adopted her and she took the name Sonia Terk. She was raised in a well-off, cultured environment, which significantly influenced her later artistic career.

She started as a self-trained artist, and later went to Germany to begin her formal art education at the Academy of Fine Arts in Karlsruhe (1903-1905), where she was exposed to academic painting techniques and the German art scene. She later moved to Paris and enrolled at a private art school, the Académie de la Palette in Montparnasse (1906-1907). Unhappy with the mode of teaching there, which she thought was too critical, she spent less time at the Académie and more time in galleries around Paris. Her own work during this period was strongly influenced by the art she was viewing, including the post-impressionist art of Van Gogh, Gauguin and Henri Rousseau, and the Fauves

including Henri Matisse and André Derain.

In 1907 she was introduced to German author and art critic Wilhelm Uhde, who owned an art gallery in Paris, and in 1908 they entered into a 'marriage of convenience'. Sonia Terk was introduced to the art world via exhibitions at Uhde's gallery and benefited from his connections.

Sonia Terk met French artist Robert Delaunay, who was already exploring abstract art, in early 1909. Thus began an intense relationship that lasted a lifetime. A year later she and Uhde divorced. She became pregnant and married Robert in 1910. Their son Charles was born in 1911, and became well-known as an author, jazz expert, co-founder and long-term leader of the Hot Club de France, the first organization dedicated to the promotion of jazz music. The family was supported by an allowance sent by Sonia's aunt in Saint Petersburg.

Sonia and Robert Delaunay were both prominent figures in the early 20th-century art world, known for their contributions to abstract art and the development of the Orphism movement, a form of abstract art that emphasized the use of colour and light to create a sense of rhythm and movement. It was a departure from the more rigid structures of Cubism, which Robert had been initially associated with. Orphism sought to evoke emotional responses through the interplay of colours, a concept that was heavily influenced by their shared interest in colour theory.

Their relationship, both personal and artistic, was deeply intertwined and had a significant impact on their work and the broader art community. They formed a strong partnership, both in life and in art. They were intellectual equals and shared a profound interest in exploring new artistic ideas. Their relationship was one of continuous dialogue, where they influenced and inspired each



TRÉSORS  
DE L'UNESCO



other's work. Sonia said about Robert: "In Robert Delaunay I found a poet. A poet who wrote not with words but with colours". She is also quoted as saying: "One who knows how to appreciate colour relationships, the influence of one colour with another, their contrasts and dissonances, is promised an infinite variety of images."

Sonia Delaunay's background in textile design also played a crucial role in the couple's artistic development. While Robert focused more on painting, Sonia applied the principles of Orphism to a wide range of mediums, including fabric design, clothing, interior decoration, and even stage sets. Her lectures on women and fashion were progressive for their time and still resonate today. She had a Paris studio dedicated to creating textiles and clothing. She opened her own fashion house called 'Sonia'. Wealthy clients sought her designs. For instance, she created a woolen, embroidered coat in 1925 for the movie star Gloria Swanson. Her use of colour and pattern was innovative and contributed to the expansion

of abstract art beyond traditional painting. "For me there is no gap between my painting and my so-called 'decorativework', she said. "I never considered the 'minor arts' to be artistically frustrating; on the contrary, it was an extension of my art."

The Delaunays' partnership was one of the most productive and symbiotic relationships in modern art. They influenced not only each other but also the direction of abstract art in Europe. Their shared exploration of colour, light, and abstraction left a lasting legacy in the history of art.

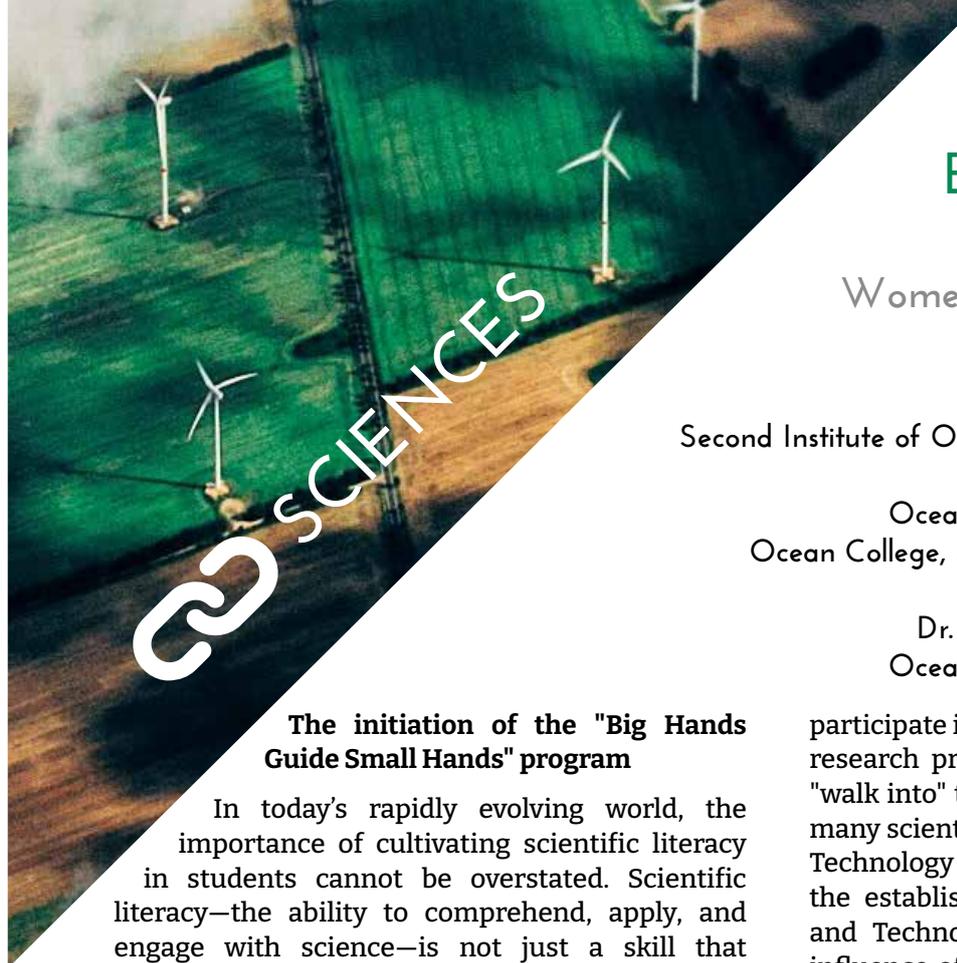
Sonia Delaunay continued to develop her work after Robert's death in 1941, becoming a leading figure in the post-war art world. She was recognized for her contributions to modern art, receiving numerous accolades throughout her life. "I love creation more than life, and I must express myself before disappearing", she has said.

She passed away in 1979

The silk screen featured here is based on plate 5 of the 1961 gouache portfolio *Poetry of Words - Poetry of Colours*, which includes a series of 6 plates, one title page, 7 poems and a 'page de justification' in a canvased cardboard casing. It is found at the National Museum of Modern Art, Centre Pompidou, Paris.



*Silk-screen, no. 70/80, signed and dated lower right, 65 x 50 cm. Presented to UNESCO in 1965.*



# BIG HANDS GUIDE SMALL HANDS

Women Scientists Spark Children's  
Science Dreams

Dr. Xiqiu Han, Professor  
Second Institute of Oceanography, Ministry of Natural Resources, China  
Ocean College, Zhejiang University, China  
Ocean College, Shanghai Jiao Tong University, China

Dr. Mengmeng Tong, Associate Professor  
Ocean College, Zhejiang University, China

## The initiation of the "Big Hands Guide Small Hands" program

In today's rapidly evolving world, the importance of cultivating scientific literacy in students cannot be overstated. Scientific literacy—the ability to comprehend, apply, and engage with science—is not just a skill that prepares individuals for jobs in the future; it is a fundamental understanding that shapes our perspectives, decision-making, and interactions with the world. It is therefore important for personal growth and development as well as for societal advancement.

The concept of "Big Hands Guide Small Hands" was initiated in 1998 by Professor Shouguan Wang, a distinguished astronomer and academician from the China Academy of Sciences (CAS). He proposed the idea of pairing scientists with students, providing them with opportunities to

participate in hands-on scientific experiments and research projects, with the aim of guiding them "walk into" the science. His idea was supported by many scientists, China Association for Science and Technology (CAST) and CAS, and eventually led to the establishment of the Beijing Junior Science and Technology Club in 1999. The success and influence of the Club has inspired the creation of similar centers across the country, contributing to the overall development of science education in China.

## New Development of the "Big Hands Guide Small Hands" program

STEM (Science, Technology, Engineering, and Mathematics) fields are often perceived as male-dominated. In recent years, China has made significant strides in promoting and empowering women scientists through supportive policies. Various types of "Women Scientists Forum" have





been initiated to provide platforms for women scientists to exchange and collaborate with, and inspire young scientists, especially women, to pursue academic careers with enthusiasm and confidence.

Since 2020, with the sponsorship of CAST and the Women Association of Science and Technology, we have been actively involved in organizing Women Marine Scientist Forums. Beyond just scientific exchanges, we implemented the "Big Hands Guide Small Hands" program as a vibrant extension of our forums. Our approach differed from the previous similar programs in that we paired women scientists with primary school students, mainly in Grades 4 to 6, to go on field trips tailored around a specific scientific theme, fostering a unique bond and shared learning experience.

For instance, in 2020, we organized a Women Scientist Forum entitled "From Land to Ocean—She Power in Environmental Protection and Ecological Restoration". As part of this forum, we invited 30 local primary school students to join us on a field trip to Zhairuoshan Island. There, we guided the students through hands-on activities, explaining the geology and biodiversity of the island, and emphasizing the importance of sustainable development. The students were able to observe the nature and ask questions. Last year, in Shaoxing, China, we organized an International Women Scientist Forum focusing on "She Power in Ocean Exploration and Protection". Again, we incorporated the "Big Hands Guide Small Hands" program to provide an interactive learning experience for students. We collected water samples from the Cao'e River and analyzed the water quality. Instead of passively receiving information, students actively explored, experimented, and asked questions. Additionally, students acted as tour guides, introducing local plants and birds to their guests, which was another valuable training opportunity. These activities were warmly welcomed by all. The students were

thrilled to participate in the field trip accompanied by women scientists, whom they often only encounter in books or on TV. The women scientists, too, enjoyed spending time with the lovely and eager students, and sharing knowledge with them. Teachers unanimously stated that the program had been immensely beneficial to the students. It stimulated their curiosity and passion for learning, motivated them to explore new interests, and consider STEM-related career paths in the future. Similarly, parents confirmed that the program had been highly advantageous for their children, not only academically but also in fostering family harmony.

### Conclusion and Outlook

The "Big Hands Guide Small Hands" program has proven to be a significant bridge between scientists and students. Children are the future of our society. Cultivating curiosity and scientific thinking from an early age lays the foundation for a positive perspective on life and the world, thereby preparing them for the challenges of adolescence and beyond. While male scientists are equally important in stimulating children's interest in science, female scientists possess an innate ability to bring a unique warmth, patience, and nurturing approach that makes science seem more accessible and engaging for children. This approach is particularly important in breaking down gender barriers and stereotypes, and encouraging young girls to consider science as a viable career path.

Looking ahead, we hope to promote and replicate the program both nationally and internationally, with a focus on having more women scientists and primary school children involved. Together, we can cultivate a society where science is accessible, exciting, and inclusive for all.



# FRAGMENTOS DE MEMORIA

Pío RODRÍGUEZ

Georges Poussin

Ancien chef de la section créative  
pour le développement

BIBLIOTHÈQUE

Pío Rodríguez est décédé en 2023, et Federico Mayor, auquel le liait un profond attachement, lui a rendu un vibrant hommage, rappelant en détail sa formation et les principales étapes de sa carrière, et soulignant en outre son humanisme et ses qualités professionnelles et littéraires. Cet hommage a été reproduit en espagnol et en français dans le précédent numéro de LIEN, et il figure sur le site de l'UNESCO. Nous n'y reviendrons donc pas. C'est de l'ouvrage passionnant et superbement rédigé de notre regretté collègue que nous voulons rendre compte ici.

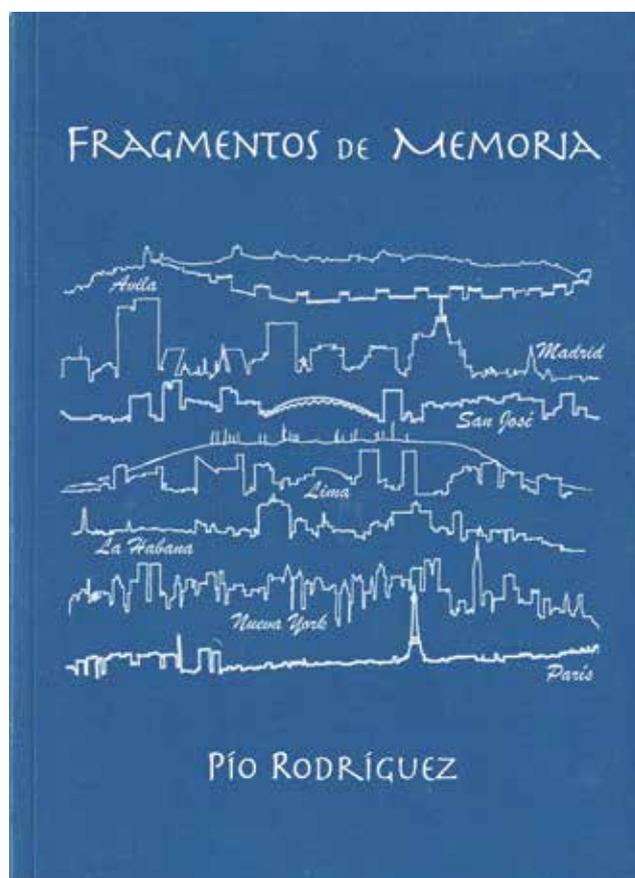
Le titre même de ce livre, *Fragmentos de memoria*, écrit en espagnol et publié en 2017, révèle qu'il s'agit d'éléments du vécu de l'auteur. Le livre s'ouvre sur une réflexion autour de la signification du terme « mémoire ». On y voit le psychologue s'exprimer. Pío Rodríguez en vient ensuite à ses souvenirs qui vont de sa petite enfance dans la magnifique campagne d'Avila, malheureusement dévastée par la Guerre civile, à ses dernières fonctions. Aucune nostalgie dans le propos. Parfois, c'est le poète – et encore le psychologue – qui s'exprime comme, dans un des premiers chapitres, avec son éloge à « l'Arbre » élevé au rang de mythe fondateur de l'identité des individus et des peuples. Lorsqu'il relate des événements ou des situations, Pío Rodríguez manifeste, en historien et analyste, un très grand souci de la précision, et il prend toujours la distance nécessaire. Il témoigne de moments importants, mais inclut aussi des anecdotes plaisantes, comme sa surprise à constater que le compte rendu d'une séance de la Conférence générale qu'il avait envoyé avec la discrétion voulue s'était retrouvé exposé dans la presse du lendemain. Lui qui pensait avoir détenu des secrets diplomatiques ...

Pío, loin de se donner la vedette, ne cesse de mettre en avant les autres acteurs des faits relatés. Il parle de multiples rencontres qui l'ont beaucoup marqué. Il ne s'efface pas, mais indique la place qui lui a été accordée sans en rajouter. L'exactitude des faits et des rôles est son principal souci. Bien sûr, on se demande si son propre rôle n'a pas été souvent plus important qu'il ne le dit,

probablement en raison de sa modestie.

Conscient des réalités, il ne les enjolive pas, en particulier lorsqu'il expose son expérience dans les pays d'Amérique latine où il a assumé des responsabilités pour l'Organisation : San Salvador, Santo Domingo, Lima, San José de Costa Rica et La Havane. Il parle volontiers de leçons tirées, de succès remportés, mais aussi de désillusions. Pío Rodríguez n'hésite pas à sortir de la réserve pour évoquer certains rapports difficiles entre États et même entre des gouvernements et leurs ressortissants, tels que la réaction de l'Ambassadeur de France quand Edgar Faure, alors président de la Commission mondiale sur l'éducation, a été invité ès-qualités, à bon droit donc, par l'Organisation dans un pays dont les relations bilatérales alors tendues entre les deux États interdisaient aux citoyens français de se rendre.

De son parcours au Siècle, s'il reste discret sur son rôle de médiateur qui fut pourtant fortement apprécié, il met en avant la chance qui fut la



sienne d'être secrétaire du Conseil exécutif et de la Conférence générale. Il se dégage de son propos un rapport qu'il qualifie « de confiance » avec les représentants des États membres. Il mentionne certains d'entre eux, comptant pour lui parmi les plus marquants. Des délégués de son pays, l'Espagne, il se réjouit d'avoir toujours trouvé l'écoute. Pío Rodríguez évoque ou même parfois dresse le portrait d'un grand nombre de collègues (il serait impossible de tous les citer ici), souvent avec admiration et reconnaissance, parfois avec des traits d'esprit, comme lorsqu'il parle du grand écrivain haïtien René Depestre, assurément trop lyrique pour rédiger les discours d'Amadou Mahtar M'Bow, et qui fut vite remplacé par les célèbres « jumeaux », Bahgat El Nadi et Adel Rifaat. Il souligne avant tout la chance qu'il a eue de travailler avec des femmes et des hommes qu'il tenait en estime.

L'homme parle agréablement de ses relations avec le pays du Siècle, et du charme de la ville de Paris où il enseignera aussi à l'université Panthéon-Sorbonne. Inutile de rappeler que sa fidélité aux idéaux de l'UNESCO demeurera totale, notamment à travers la fonction de directeur de la Fondation pour la culture de la paix que lui confiera son éternel compagnon de route, Federico Mayor, celui qu'il mentionne avec chaleur dans sa narration.

L'ouvrage contient de nombreuses confidences, non seulement sur la vie publique mais aussi sur la vie privée de l'auteur, dans lesquelles notamment son épouse, Lolita, tient une grande place. Il se termine par des réflexions très personnelles, certaines assez intimes, et une dite « à la marge » qui revient sur l'écriture du livre lui-même, et joue à nouveau sur le mot « mémoire ». En conclusion, c'est de celle-ci que nous avons choisi de livrer un extrait, librement traduit de l'espagnol :

*L'écriture de ces morceaux de mémoire s'est faite à des moments distincts, en des temps différents, et, par conséquent, dans des perspectives inévitablement changeantes, aussi bien en fonction de la sélection opérée par la mémoire que de leur signification. Chaque fois que j'ai fait une nouvelle lecture du texte écrit ou que j'ai ajouté de nouveaux paragraphes, j'ai eu l'impression qu'il ne s'agissait pas simplement d'une nouvelle lecture ou d'ajouts mais qu'en outre ces lectures et ces ajouts m'obligeaient à reconsidérer l'ensemble. La mémoire, la mémoire personnelle, par exemple, a une histoire et cela fait, inévitablement, que celui qui décide d'écrire des textes de mémoire se trouve confronté à la tâche difficile de ne pas rendre incompatible toute réécriture mais de la contextualiser avec un minimum de rigueur. Cette mémoire personnelle a connu des évolutions majeures qui me sont venues de l'extérieur, de ce qui m'a été signalé, et qui m'a semblé extrêmement utile. Même si les algorithmes des Big Data ont encore leurs limites, il convient de reconnaître leur vertigineux développement et leur formidable utilité.*

## AVEC JEAN-CLAUDE CARRIÈRE

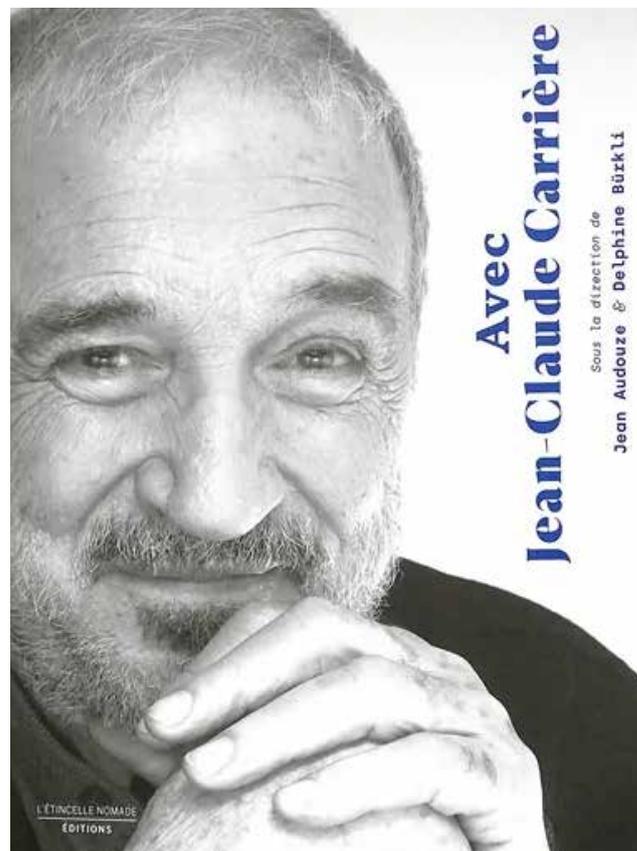
Sous la direction de Jean Audouze & Delphine Bürkli.

L'Étincelle Nomade Éditions, 2024

Odile Blondy

Il s'agit d'un livre collectif (plus de 80 contributeurs, amis et collaborateurs de l'immense cinéaste, dramaturge et écrivain Jean-Claude Carrière), publié sous la direction de Jean Audouze, président d'honneur de l'AAFU, et de Delphine Bürkli, maire du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, conseillère de Paris et de la Région Île-de-France.

Ce magnifique ouvrage (je salue la beauté de sa maquette) porte témoignage de la productivité et des talents exceptionnels de cette personnalité si attachante. Cet enfant de la République, issu d'une famille modeste du Languedoc, accomplit un parcours professionnel exceptionnel après avoir intégré, grâce à des bourses, l'École normale de Saint-Cloud, au département d'Histoire. Après avoir été initié aux techniques du cinéma par Jacques Tati, il va écrire le scénario de plus de 80 films et de 12 téléfilms avec des réalisateurs tels que Pierre Étaix, Luis Buñuel, Jacques Deray, Jean-Luc Godard, Milos Forman, Louis Malle,



Daniel Vigne et bien d'autres. Il est également l'auteur de 13 pièces de théâtre et l'adaptateur de 14 autres, dont le fameux Mahabharata de Peter Brook. Sa bibliographie comporte 85 titres d'ouvrages sur des sujets aussi divers que la littérature, la science, l'écologie, le bouddhisme, l'Inde, l'Iran, l'Espagne, le Mexique...

Ce livre est abondamment illustré par de

nombreuses photos et surtout par quelques-uns des innombrables dessins qu'il nous a laissés, car il avait également un grand talent d'illustrateur.

C'est donc un livre de l'amitié, qui a réuni autour de lui de nombreux artistes et scientifiques de toutes disciplines et, bien sûr, sa famille et la garde rapprochée de ce Pic de la Mirandole du xx<sup>e</sup> siècle et du début du xxi<sup>e</sup> siècle.

---

## GOODY, JACK : LITERACY IN TRADITIONAL SOCIETIES.

Cambridge 1968. 550p.

## HOGGART, RICHARD : THE USES OF LITERACY;

Pelican Books 1958; 368p.

S'il y a un domaine où l'UNESCO a vraiment réussi auprès des États membres, c'est dans la promotion de l'éducation de base, l'accès pour tous et toutes à l'école primaire, et surtout l'alphabétisation.

On ne compte plus les grandes campagnes d'alphabétisation ni les grandes conférences mondiales qui ont donné lieu à des progrès éducatifs considérables dans de très nombreux pays (voir l'année internationale de l'alphabétisation en 1990).

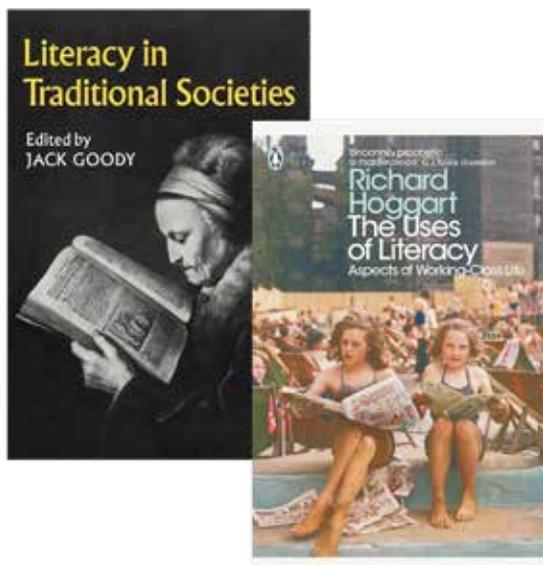
Au vu de cette héritage, il est temps de rappeler à notre souvenir deux auteurs auxquels nous devons une réflexion enrichissante quant à l'impacte et les conséquences de l'éducation de base et de l'alphabétisation.

Le constat de Jack Goody (*Literacy in Traditional Societies* ; 1968) que dans les pays développés « la maîtrise des outils comme l'écriture et la lecture est de toute évidence une des axes les plus importante de la différenciation sociale » (ibid. P 58) s'appuie sur ses recherches très approfondies et bien documentées. Il souligne que le processus de l'éducation (lire et écrire)

notamment dans son acquisition scolaire et sa pratique, implique une certaine distanciation individuel, vu que l'acte de l'écriture et de lecture sont des actions individuelles, solitaires, qu'on pourrait, le cas échéant, éviter. Au contrario, dans des sociétés non-littéraires, la situation sociale et culturelle, héritée d'un très long passé, met l'individu en contact et à tout moment, avec tous les éléments culturels et sociaux du groupe concerné, autrement dit le choix de l'individu entre son adhésion entière à la tradition culturelle, ou l'exclusion et la solitude. Goody en conclut qu'objectivement, et par nature, l'éducation scolaire serait plus facile à éviter, comparé à la culture orale et socio-culturelle qui s'impose par elle-même. Pour appuyer son argument notre auteur cite Platon pour qui les effets de la lecture seraient moins profond et moins permanent qu'une conversation orale, alors que son maître, Socrate, insiste sur le rôle de la lecture afin de mieux travailler la mémoire. Goody ajoute que la lecture, elle aussi, fait appel à la mémoire qu'il importe de reproduire, oralement ou par écrit !

Concernant ce débat récurrent entre la primauté de l'écriture et la lecture, Goody signale que déjà en Angleterre à la fin du 18<sup>ème</sup> et début 19<sup>ème</sup> siècle, l'accent était mis plus sur la lecture et moins sur l'écriture. L'auteur indique que ce phénomène serait également observable dans certaines sociétés indiennes et cinghalaise où, depuis des siècles, la lecture des textes sacrés était considéré de première importance.

Cette réflexion au sujet de l'écrit et de la lecture, si bien documenté par Goody, constitue un élément centrale depuis qu'on parle d'alphabétisation de masse, c'est à dire depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Combien de fois n'a-t-on pas souligné que l'écrit, devrait être vu comme un acte actif, d'appropriation des mots et des contenus, une sorte de projection dans le future, alors que la lecture serait plutôt un acte d'essence passive, tourné vers le passé, reproduisant la pensée d'autres personnes. Tout le mérite de Goody c'est d'avoir repris cette controverse et d'avoir



pu la replacer au moment de la naissance de la philosophie grecque.

On retrouve une brillante illustration de cette controverse dix ans avant la publication de Goody, c'est à dire en 1957, dans l'excellente étude de Richard Hoggart : *The Uses of Literacy*. Certes, pour beaucoup entre nous, Richard Hoggart, qui fut aussi un temps ADG du secteur des sciences sociales à l'UNESCO, de 1970 à 1975, était auteur d'un essai au vitriol de « UNESCO from within », et qui n'avait pas trouvé beaucoup de partisans à l'intérieur de l'organisation.

Neanmoins, et il faut le souligner avec force, son livre « *The Uses of Literacy* », paru en 1957, avait fait beaucoup de bruit en Angleterre et au-delà. La grande beauté du langage employé et la pertinence des analyses avaient séduit un très large public, bien au-delà des spécialistes. Sans surprise le livre a été ré-édité à plusieurs reprises dont la dernière fois en 2009, et fut vendu à plus que 200 000 exemplaires, tirage très rare en matière de sociologie. Dans les faits, cet ouvrage a donné lieu à la naissance des « cultural studies » en Angleterre et ailleurs. Il faut avouer que le titre en français « La culture du pauvre » ne reflète qu'insuffisamment les multiples facettes du livre. Hoggart, dans la première partie de son étude, propose une analyse très détaillée et lucide, basée d'une part sur ses expériences vécues, et sur de très nombreuses enquêtes, des conditions de vie sociale et culturelle dans les années 1950 de la classe ouvrière (working class) au nord de l'Angleterre, quelques années après la fin de la 2ème guerre mondiale. C'est dans la deuxième partie de l'étude que Hoggart se penche sur l'usage des acquis de l'éducation de base, appelé ici « literacy », c'est à dire ce que lisent et écoutent les jeunes et moins jeunes dans ces banlieues ouvrières du Nord. Plus spécifiquement, alors que la télévision n'est pas encore présente, l'auteur décrit et évalue les divers supports de la lecture et de l'écoute radio. Les descriptions de Hoggart de la culture ouvrière sont d'une richesse extraordinaire, tant au niveau factuel qu'analytique, sans parler de l'élégance linguistique, et pourraient préfigurer dans ses conclusions, les études et théories sociologiques formulées plus tard par des sociologues tels que P. Bourdieu, E. Morin et J.C. Passeron.

D'ailleurs c'est Bourdieu qui était à l'origine de la publication en français en 1968. Hoggart fut un précurseur, un observateur méticuleux et un analyste culturel hors-paire, le fondateur des cultural studies qui devraient alors éclore en Grande Bretagne. Dans sa deuxième partie de son livre, Hoggart, passe au crible les diverses publications populaires (romans de gare, policiers, les tabloïdes et autres hebdomadaires populaires, mais aussi les séries radiophoniques (The Archers!)), où l'auteur s'emploie à évaluer leur impact culturel et social auprès d'un public ouvrier ayant reçu qu'une éducation de base, et peu enclin à une lecture ambitieuse, et encore moins à l'écriture.

Notre auteur relève les préférences de lecture des jeunes gens ayant quitté l'école depuis peu, puis des ouvriers déjà mariés, ainsi que des jeunes femmes avant le mariage. Selon Hoggart, le mariage restant un rite fondateur de la cohésion sociale en milieu ouvrier. Plus loin l'auteur passe en revue les diverses stratégies de séduction employées par les producteurs de revues ou d'hebdomadaires visant à promouvoir tel ou tel stratégie pour développer sa personnalité, son corps, ses apparences etc etc, et dont le but est simplement de happer l'attention d'un public disposant de peu de moyens de discernement, mais avide d'évasion et de rêve. La lecture de ces diverses publications, de qualité médiocre, produirait selon Hoggart, un enfermement, ne produisant aucune envie d'aller au-delà de ces sollicitations creuses. C'est dans la postface de son livre que l'auteur indique, qu'après son travail sur le pauvre des lectures consommées par les gens de la classe ouvrière, qu'il se sentait furieusement obligé d'analyser sur le terrain les réalités crues de la vie sociale et culturelle de cette « working class » du Nord. Ce sont donc les conclusions du deuxième chapitre qui ont donné naissance au premier !

Curieux procédé, mais si inhabituel, car nombre d'analystes et chercheurs en histoire et autres, ont entamé la même démarche, ici pleinement assumé par l'auteur.

Ce travail sur le terrain conduit l'auteur à constater que l'éducation de base ne jouerait qu'un rôle mineur dans le quotidien ouvrier, un public encore socialement homogène mais où, suite à l'acquisition scolaire de la lecture, les gens se jettent sur une littérature jugée facile (journaux, hebdo, romans, policiers etc etc) sans pouvoir s'extirper des clichés qui y sont proposés. L'auteur s'alarme à juste titre, que cet usage restreint de l'éducation ne permettrait à aucun moment une perspective d'émancipation, de pouvoir se projeter vers des horizons plus ambitieux, plus noble ou plus poétique, c'est à dire de développer un savoir certain pour accéder à la connaissance et pouvoir s'extirper de sa condition sociale.

Hoggart, en 1957, était un précurseur dans le domaine de la pensée critique sur les conséquences de l'éducation en milieu populaire. Goody lui, dix ans plus tard, était amené à sonner l'alarme quant aux conséquences invisibles mais durables de l'éducation de base auprès des populations non-occidentales, vivant encore dans leur propre culture et que l'éducation menaçait de les en priver.

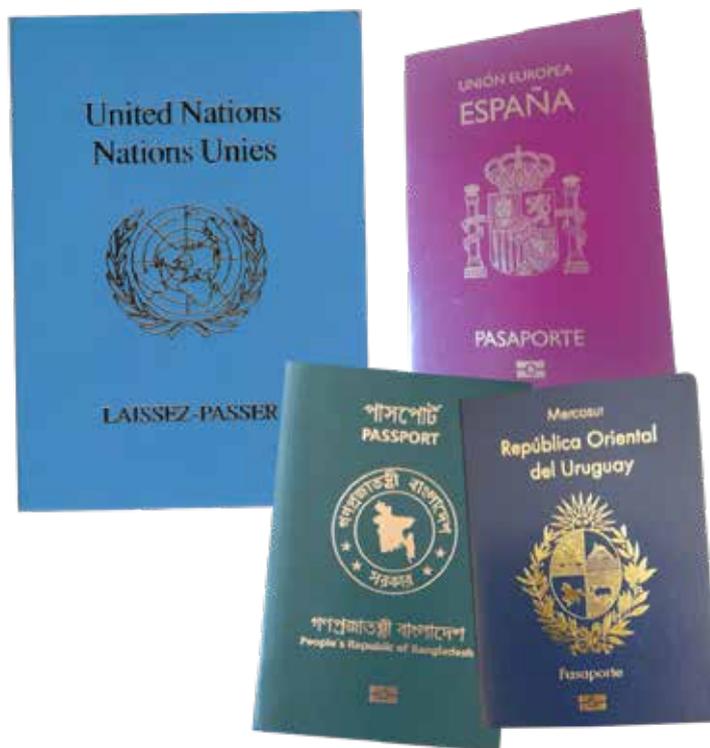
La pertinence des constats opérés par Hoggart et Goody, alors qu'ils se situent à des niveaux d'analyse différents, n'est que plus visible aujourd'hui à l'heure du numérique, d'internet, de la connectivité tous azimuts, quand soudainement l'écriture et la lecture sont soumis aux aléas des claviers et d'écrans interposés.

Assurément il s'agit là d'un nouvel horizon de réflexion!

# HISTOIRES DE PASSEPORTS

Odile Blondy

PRATIQUE



Nous, Unesquiens, sommes tous des gens du voyage, ou des voyages, au gré de l'Histoire ou de nos histoires de vie.

Pour certains d'entre nous, titulaires de plusieurs passeports, donc de plusieurs nationalités, le choix du passeport que nous allons présenter lors de notre candidature à un poste est parfois cornélien. Ce choix est lié à notre avenir. Une fois recrutés, nous devenons des émigrés onusiens, en tant que fonctionnaires internationaux. Nous obtenons alors une carte spéciale délivrée par le ministère des Affaires étrangères et, lors de nos missions, nous voyageons avec le passeport bleu ou rouge des Nations Unies.

Mais peut-on laisser sur le pas de la porte son histoire, sa nationalité de naissance ou acquise ? Dans quelle mesure peut-on mettre au second plan sa langue maternelle ou sa langue d'éducation pour adopter « la langue onusienne » ? Cet anglais si particulier qui n'est la langue maternelle de personne et qui a supplanté le français, longtemps langue diplomatique par excellence, hélas en voie de disparition (même parmi les francophones qui correspondent entre eux en anglais : un comble !).

Quelle nationalité, quel passeport choisir à la retraite ? Est-ce celui qui est lié aux couleurs et aux senteurs de notre famille, celui qui est attaché à nos souvenirs et à notre histoire ? Ou bien est-ce le passeport associé à notre vie dans un pays autre, mais qui nous a accueillis ? Il est parfois des passeports sans mémoire biographique, mais qui nous ont sauvé la vie, certains de nos collègues ont été titulaires du passeport Nansen, puis ils ont acquis une nationalité qui leur a permis d'obtenir un passeport. Quelquefois même, ils ont pu récupérer le passeport de leur pays de naissance, à encore au gré de l'Histoire et des histoires. Mais d'autres, au moment de leur retraite, ne possèdent plus le passeport de leur pays de naissance, et ils ne le demandent pas, dans l'attente d'éventuels changements politiques qui pourraient survenir dans leur pays d'origine.

Cependant, il ne suffit pas de choisir et de détenir un passeport, il faut aussi le renouveler ! En mai 1968, Alexandra David-Néel, grande voyageuse devant l'éternel, n'a pas manqué de faire renouveler son passeport, alors qu'elle allait fêter ses cent ans, pour reprendre sa route vers les cimes enneigées du Tibet.

# 54<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL DE LA FAFICS 2024

Josiane Taillefer

Cette année, le Conseil de la FAFICS s'est tenu du 22 au 25 juillet dans les locaux de l'ESCAP (Bangkok, Thaïlande) en mode hybride. L'AAFU était représentée par Josiane Taillefer (Présidente), en présentiel, et Jacques Rao (Chargé de mission), en distanciel. Je tiens à souligner l'effort de Jacques qui devait se lever aux aurores chaque matin et qui a néanmoins participé activement et m'a épaulée efficacement.

Trente-quatre sur 62 y ont participé, avec 119 délégués. Tous les continents ont été représentés, nonobstant les importants décalages horaires pour certains. L'atmosphère était très cordiale et propice à des échanges d'excellente qualité.

Avec la constitution de deux nouveaux comités permanents, l'un sur la communication et l'autre sur la composition du réseau (*membership*), la FAFICS est dorénavant composée de quatre grands piliers couvrant ses principaux domaines d'intérêt (pensions, assurance maladie, développement du réseau et communication).

## **Composition des membres de la FAFICS (*membership*)**

Les associations de l'UPU (ARPUPU) et de la Côte d'Ivoire (AIAFI-SNU) sont admises par consensus. Le nombre de membres de la FAFICS est ainsi porté à 66, et celui des AAFI en Afrique, à 18 (sur 53 pays du continent). Le président de la FAFICS, tout en se félicitant de ces nouvelles admissions, rappelle que ce n'est pas le nombre d'associations, mais bien celui des retraités affiliés qui garantit la légitimité de la FAFICS auprès des instances de l'ONU et de la CCPNU.

La création du nouveau Comité des membres (*Standing Committee on membership*) est approuvée à l'unanimité.

## **Communication**

La nouvelle politique de transparence du président de la FAFICS est saluée par tous, de même que les nouveaux outils de communication mis en place : lettres périodiques du président en trois langues ; mise à jour de la liste des membres ; lancement du nouveau site web ; publication prochaine d'une nouvelle brochure qui contient notamment la liste des AAFI à travers le monde. Toutes les décisions

sont désormais prises en concertation avec le Bureau qui se réunit chaque mois. La création du nouveau Comité pour la communication (*Standing Committee on communication*) est approuvée à l'unanimité. Le groupe de travail a notamment présenté la nouvelle brochure et le projet de nouveau site web. Reste à désigner un gestionnaire de contenu. La gestion technique du site a été confiée à une société pour les deux prochaines années.

## **ASHIL**

Le président du comité ASHIL (J. Karia) rend hommage à son prédécesseur (Georges Kutukdjian) et lui adresse ses meilleurs vœux lors de la présentation de son rapport. Le président de la FAFICS et celui de l'AAFI-NY soulignent la contribution essentielle de Georges lorsqu'il était à la tête de ce comité qui a servi de modèle pour les futurs comités permanents, en s'appuyant sur le pool d'expertise. La présidente tient à se faire ici l'écho des éloges adressés à l'ancien président de l'AAFU pour son travail et sa contribution majeure aux plans de succession, pool d'expertise et modèle de gouvernance.

La contribution de l'AAFU sur le point de l'assurance maladie après la cessation de service a porté sur la résolution 42C/64 de la Conférence générale de l'UNESCO décidant d'un échancier progressif pour couvrir à long terme les engagements de l'Organisation pour l'ASHI à hauteur de 4 % pour l'ensemble des cotisants (actifs et retraités), de même que sur le rapport IOS de l'UNESCO à ce sujet.

La présidente de l'AAFU a rappelé l'importance de la participation des représentants de l'AAFI aux comités locaux ASHI des différentes agences, qui ne doit pas se limiter à un simple rôle d'observateur.

Le président de la FAFICS indique que la santé mentale et le bien-être seront inclus dans le prochain plan de travail de la FAFICS.

## **Comité permanent relatif aux pensions**

L'ordre du jour du Comité permanent sur les pensions était comme d'habitude très chargé.

Nous avons consacré une session de travail très animée avec le représentant du Secrétaire général pour les investissements de la CCPNU (P. Guazo) et la directrice de l'administration des pensions (R. McClean) qui nous ont fait d'excellentes présentations, et expliqué certaines améliorations en cours dans le service et la qualité du travail de la CCPNU. Ils nous ont confirmé la bonne santé financière du fonds des pensions, avec des



réserves atteignant un record de 94 milliards de dollars à la fin juin 2024, dont 84% sont investis sur les marchés publics, et 16% sur des produits privés. Le Fonds de pension reste bien financé, même si la récente évaluation actuarielle montre que l'excédent de financement est passé de 2,3% fin 2021 à 0,68% fin décembre 2023, en raison d'une inflation élevée et de changements dans la démographie de l'emploi.

L'un des points importants de discussion au sein du Conseil a porté sur la représentation de la FAFICS aux réunions annuelles de la CCPNU.

Les autres points évoqués concernaient :

- la diminution de 0,5 % de la première augmentation du coût de la vie des retraites gelée par l'AG de l'ONU par mesure d'économie il y a 17 ans, dans l'attente d'un surplus de 5 % des résultats actuariels. Il faudra donc encore attendre, le dernier excédent actuariel étant passé sous les 1% ;
- la suspension provisoire de la double filière dans sept nouveaux pays par la CCPNU ;
- la revalorisation des petites pensions : la FAFICS a accueilli favorablement la proposition d'augmenter de 35 % les seuils d'ajustement des petites pensions qui n'ont pas été ajustées depuis 2016, malgré une forte inflation ;
- la progression du certificat de droit à prestation numérique (DCE / *digital certificate of entitlement*), auquel près de 30 % des retraités ont souscrit ;
- l'ouverture de nouvelles antennes de la CCPNU dans d'autres régions du monde ;
- l'amélioration des informations à destination des conjoints, des divorcés et des ayants droit après un décès.

Le président de la FAFICS rappelle que le renouvellement du mandat de cinq ans de la directrice de l'administration de la CCPNU (Rosemarie MC Clean) est appuyé par la FAFICS (et, depuis, approuvé).

## Élections

Un vote fut nécessaire pour départager les quatre candidats qui se sont présentés aux trois postes de vice-présidents de la FAFICS à pourvoir cette année.

Par ailleurs, la présidente de l'AAFU a présenté la candidature de M. Bachiri qui est reconduit à l'unanimité dans son mandat comme l'un des deux commissaires aux comptes de la FAFICS.

## 50<sup>e</sup> anniversaire de la FAFICS

La FAFICS célébrera ses 50 ans en 2025, lors de la prochaine session de son Conseil (les 10<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> anniversaires avaient été célébrés à Paris). Un comité préparatoire ad hoc sera mis en place. L'AAFU proposera le nom d'un représentant.

La présidente de l'AAFU a eu à ce titre l'occasion de rappeler au Conseil de la FAFICS que celui-ci avait adopté à l'unanimité en 2020, sur proposition de l'AAFU, une Déclaration rendant hommage aux fonctionnaires internationaux du passé et du présent, à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies (et de l'UNESCO). Les deux derniers points de ce texte restant toujours en attente (lecture de la Déclaration par le président de la FAFICS à l'AG/ONU, et proclamation d'une Journée internationale de la Fonction publique internationale le 11 avril), elle a proposé de les remettre à l'ordre du jour en 2025 puisque cette année coïncidera aussi avec le 80<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies.

La présidente s'est enfin jointe aux autres participants pour remercier chaleureusement le président de la FAFICS (Jerry Barton) et la Secrétaire de la FAFICS (Delia Barcelona) pour leur travail exemplaire et leur soutien continu à l'AAFU, ainsi que pour la qualité des informations reçues et des efforts de traduction en français et en espagnol.

À l'invitation de l'ARICSA, la 55<sup>e</sup> session du Conseil de la FAFICS, qui célébrera à cette occasion son 50<sup>e</sup> anniversaire, se tiendra la troisième semaine de juillet 2025 à Vienne (Autriche).

# NUMÉROS & CONTACTS UTILES

## AAFU / AFUS

### Secrétariat : Aimée Ravonison

(Du lundi au jeudi de 14h à 18h)

Téléphone +33 (0)1 45 68 46 55

Courriel [d.afus@afus.unesco.org](mailto:d.afus@afus.unesco.org)

Site Internet [www.afus-unesco.org](http://www.afus-unesco.org)

### Président : Patrick Gallaud

### Trésorière : Terry Roberts

Courriel [afus.tresorerie@afus.unesco.org](mailto:afus.tresorerie@afus.unesco.org)

### Pensions/Fiscalité

Courriel [d.afus@afus.unesco.org](mailto:d.afus@afus.unesco.org)

### CAM, mutuelles, solidarité : Odile Blondy (jeudi)

Courriel [d.afus@afus.unesco.org](mailto:d.afus@afus.unesco.org)

### Affaires sociales

Prendre contact avec le secrétariat

### Activités culturelles : Pilar Morel Vasquez

### et Geneviève Fougère

Courriel [afus.loisirs@afus.unesco.org](mailto:afus.loisirs@afus.unesco.org)

### Lien / Link

Rédacteur en chef : Patrick Gallaud

Courriel [afus.lien@afus.unesco.org](mailto:afus.lien@afus.unesco.org)

## CAISSES DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

### Caisse commune des pensions du personnel

### des Nations Unies / United Nations Joint

### Staff Pension Fund (CCPPNU/UNJSPF)

#### Siège de New York

c/o United Nations PO Box 5036, NY, NY USA

10163-5036 (7h-19h, heure de New York)

Téléphone + 1 (212) 963 693

Courriel [unspf@un.org](mailto:unspf@un.org)

Site Internet [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)

#### Bureau de Genève Palais des Nations,

CH-1211 Genève 10 (8h-17h, heure de Genève)

Téléphone + 41 (0) 22 928 8800

Courriel [unspf.ge@un.org](mailto:unspf.ge@un.org)

Site Internet [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)

Numéro gratuit

0805981170

## CAISSE D'ASSURANCE MALADIE (MSH)

Une permanence MSH se tient tous les  
jeudis de 14h à 16h30 sur rendez-vous.

([unescoeuropa@msh-intl.com](mailto:unescoeuropa@msh-intl.com))

### Point focal et remboursements médicaux CAM

Courriel [unescoeuropa@msh-intl.com](mailto:unescoeuropa@msh-intl.com)

Accès direct Espace assuré [www.msh-services.com](http://www.msh-services.com)

## MUTUELLES

### (remboursements médicaux complémentaires)

#### HENNER

Unité de gestion (UG) n° 11

14, boulevard du Général Leclerc, CS 20058

92200 Neuilly-sur-Seine Cedex

Téléphone +33 (0)1 55 62 53 76

Courriel [ug11@henner.com](mailto:ug11@henner.com)

Site Web [www.henner.com](http://www.henner.com)

#### MALAKOFF HUMANIS : Mme Bourgel

#### (HUMANIS, SWISS LIFE SANTÉ et autres)

Téléphone +33 (0)1 47 80 73 08

Courriel [m.bourgel@groupehorizon.fr](mailto:m.bourgel@groupehorizon.fr)

Sur rendez-vous

## PERMANENCES NOTARIALES

2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, de 14 à 17h

Sur rendez-vous +33 (0)1 45 68 08 51

## SEPU / ULS

### Bureau G.054 Fontenoy

Unité de l'épargne / Savings Unit

Téléphone +33 (0)1 45 68 23 00

Courriel [sepu@unesco.org](mailto:sepu@unesco.org)

# LA PROTECTION DU CONJOINT SURVIVANT

La loi du 3 décembre 2001 est venue renforcer la situation du conjoint survivant dans le cadre de la succession. Dorénavant, sauf disposition testamentaire qui viendrait exclure le conjoint survivant de la succession, les droits du conjoint sont automatiques et déterminés en fonction de la présence ou non d'enfants issus du couple.

En présence d'enfants issus du couple uniquement, le conjoint survivant peut choisir entre le quart en propriété ou l'usufruit de l'ensemble des biens existants appartenant au défunt. En présence d'enfants issus de différentes unions, la loi lui octroie uniquement le quart en propriété de la succession.

Si le défunt ne laisse aucun descendant, ni ascendant, le conjoint se retrouve alors seul héritier de la totalité, sauf application dans certains cas, d'un droit de retour au profit des frères et sœurs du défunt portant sur une partie des biens reçus par succession ou donation.

Dans tous les cas, le conjoint survivant bénéficie de deux dispositions visant à protéger son cadre de vie :

- en vertu de l'article 763 du Code civil, de la jouissance gratuite pendant un an de la résidence principale commune des époux et du mobilier qui la garnit ;

- en vertu de l'article 764 du Code civil, si le conjoint en fait la demande dans l'année du décès, d'un droit d'habitation viager de la résidence principale des époux et d'un droit d'usage, également viager, sur le mobilier qui la garnit.

La situation du conjoint survivant peut être améliorée soit par testament soit par une donation entre époux appelée également donation au dernier vivant, afin d'élargir ses droits dans la succession.

Les avantages d'une libéralité entre époux portant sur les biens à venir, librement révocable par ailleurs, sont nombreux :

- Elle offre au conjoint la possibilité de bénéficier d'une quotité supérieure à ses droits légaux : la moitié des biens en présence d'un enfant, un tiers des biens en présence de deux enfants, ou quel que soit le nombre d'enfants, un quart en pleine propriété et trois quarts en usufruit.

- Si un enfant n'est pas issu du couple, elle permet de gratifier le conjoint survivant en usufruit, le

préservant ainsi d'une indivision successorale avec l'enfant du défunt, et de bénéficier ainsi de la jouissance des biens immobiliers et de la perception des revenus.

- Le conjoint peut également recueillir l'universalité des biens de la succession, évitant ainsi l'indivision et s'affranchissant des difficultés liées au partage des pouvoirs sur les biens successoraux. Néanmoins, si le défunt laisse des descendants, ces derniers pourront en demander la réduction à l'une des quotités disponibles entre époux, ci-dessus visées. La réduction s'exerçant en principe en valeur, le conjoint recevra donc la totalité des biens de la succession, à charge pour lui d'indemniser les descendants du montant de leur part de réserve.

- Le conjoint survivant pourra cantonner son émolument sur une partie des biens, sans que l'opération soit considérée comme une libéralité faite aux autres successibles : il pourra ainsi exclure un bien en particulier, restreindre au seul usufruit l'étendue de ses droits ou encore éviter une indemnité de réduction ou un partage.

Sur le plan fiscal, le conjoint est exonéré de tout droit de succession, quelle que soit l'étendue du patrimoine hérité.

En matière d'impôt sur la fortune immobilière, la source du démembrement déterminera le redevable de cet impôt :

- Lorsque le conjoint aura reçu son usufruit aux termes d'une donation entre époux ou d'un testament, le conjoint sera imposé sur l'ensemble des biens dont il est usufruitier. Les nus-propriétaires ne seront pas imposés de leur côté.

- Lorsque le conjoint aura reçu l'usufruit par suite de l'exercice de l'option légale, l'usufruitier et le nu-propriétaire seront imposables au titre de l'IFI, chacun à concurrence du droit détenu, suivant le barème fixé par l'article 669 du CGI.

La protection du conjoint peut passer également par la souscription d'une assurance-vie à son profit, dont il recevra le bénéfice du capital et intérêt en pleine propriété ou en usufruit, selon la rédaction de la clause bénéficiaire figurant au dit contrat.

Chaque situation familiale est spécifique. Bénéficiaire des conseils d'un notaire permettra d'anticiper les problématiques d'ordre civil et fiscal, en fonction des objectifs à atteindre.

Dans chaque numéro de LIEN / LINK, des textes inspirants pour rêver, réfléchir, s'évader

SAGESSES

# VALEURS DE L'OLYMPISME

Des champions témoignent

**Ces témoignages sont extraites de la brochure « Ces athlètes qui ont sauvé le monde » publiée en mars 2024 par HSP avec le soutien de l'UNESCO**

« Je suis devenue féministe sans vraiment le vouloir.

Je n'étais pas préparée à le devenir à l'époque où j'ai couru.

En 1984, les conditions étaient réunies pour que je sois au summum de ma forme sportive. J'ai pulvérisé le record d'Afrique avec ce temps de 54"61. Ce chrono a bouleversé ma vie et celle d'autres filles de pays musulmans, africains, arabes.

Des pays où la femme n'avait ni le droit de concourir, ni accès à l'éducation physique et au sport.

À partir de là, ma vie a basculé.

J'ai arrêté très jeune pour militer autrement. »

**Nawal El Moutawakel (Maroc)  
Médaille d'or 400 m haies,  
Jeux de Los Angeles, 1984**

*Nawal El Moutawakel, première femme à apporter une médaille d'or au Maroc et à l'Afrique, organise chaque année la course des femmes à Casablanca. Elle a été élue vice-présidente du CIO en 2012.*





« Ce qui est arrivé ce soir est un symbole... Quelque chose va changer pour les Aborigènes, l'attitude des gens dans la rue, les décisions des politiques... Je sais que j'ai rendu beaucoup de gens heureux, quelle que soit leur vie, quelle que soit leur histoire. Et moi aussi, je suis heureuse d'avoir accompli ça. »

**Cathy Freeman (Australie)**  
**Médaille d'or 400 m,**  
**Jeux de Sydney, 2000**

*Aux Jeux de Sydney, Cathy Freeman, Aborigène, brandit le drapeau aborigène à côté du drapeau australien durant le tour d'honneur de sa victoire. En 2007, elle crée sa fondation pour aider les enfants aborigènes à accéder à l'éducation, au sport et à la culture.*

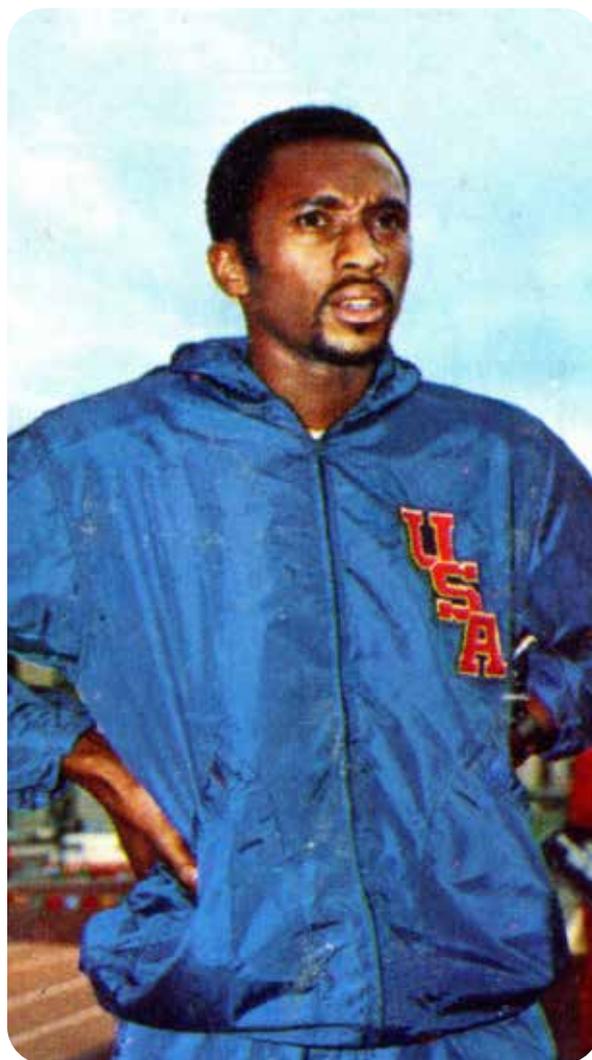
*Elle est aussi membre du collectif Peace and Sport qui regroupe 54 athlètes en vue d'agir pour la paix.*

« J'ai pensé à tout ce qui s'était passé depuis que je m'étais engagé pour cette cause, jusqu'au moment où j'ai levé le poing. J'ai envisagé le fait de ne plus avoir de travail. J'ai pensé à ma foi en la civilisation et en l'humanité.

Je devais le faire savoir, parce que j'y croyais. Tu peux courir, mais tu ne peux pas te cacher : c'était là ma conviction, et ça l'est encore. J'avais une responsabilité, une mission : faire changer l'Amérique, modifier sa politique en termes d'égalité des droits, et protéger le droit de chaque personne, dans le monde entier. »

**Tommie Smith (USA)**  
**Médaille d'or 200 m,**  
**Jeux de Mexico, 1968**

*Aux JO de Mexico en 1968, Tommie Smith, médaille d'or, et les autres médaillés du 200 m s'engagent contre la discrimination raciale aux États-Unis. Quand l'hymne américain retentit, Tommie Smith et John Carlos baissent la tête et dressent le poing. Ils seront interdits de Jeux Olympiques à vie, et réhabilités en 2016 par Barack Obama qui les reçoit à la Maison-Blanche et leur rend honneur.*





Rendez-vous sur [www.afus-unesco.org](http://www.afus-unesco.org) pour des versions plus complètes des articles, des vidéos, et beaucoup d'autres ressources